

IL A PRONONCÉ UN DISCOURS HIER AUX TRAVAUX
DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DES DEUX CHAMBRES DU PARLEMENT

Les réalisations du Président Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a passé en revue, les réformes mises en œuvre au cours des quatre années de son mandat présidentiel. Dans un discours adressé aux représentants du peuple, prononcé à l'ouverture des travaux de la session extraordinaire des deux chambres du Parlement au Palais des Nations, le chef de l'Etat a affirmé avoir fait du renforcement du caractère social de l'Etat « la boussole de tous les efforts consentis ». P 3



CONCOURS NATIONAL DE LA MEILLEURE
PUBLICATION SCIENTIFIQUE EN ALGÉRIE

**Sonatrach dévoile
la liste des lauréats** P 4

UNE ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE SERA
CRÉÉE À TINDOUF

**Dynamiser l'activité
économique entre l'Algérie
et la Mauritanie** P 5

PROGRAMMES PRÉVISIONNELS
D'EXPORTATION POUR 2024

**Le ministère adresse
une note aux opérateurs
pharmaceutiques** P 2

AADL

137 locaux commerciaux proposés à la vente dans la capitale

L'Agence Nationale de l'Aménagement et du Développement de Logement (AADL) a annoncé la mise en vente de 137 locaux commerciaux, réalisés dans le cadre du programme de vente locative, dans la wilaya d'Alger. L'agence « AADL » propos, par appel d'offres, 137 magasins à usage commercial, situés dans le quartier 600 d'AADL Fayzi Bordj El-Bahri. L'agence demande aux citoyens, souhaitant participer à la vente aux enchères, de consulter le contenu de l'annonce publiée le 19 décembre dans le journal El-Masaa. Le communiqué a précisé que toute personne physique ou morale souhaitant participer à cette enchère peut s'adresser à la Direction Régionale d'Alger Est pour retirer le cahier des charges. Le dernier délai est fixé à 15 jours à compter de la date de la première publication de cette annonce à 12h00. L'ouverture des plis aura lieu en séance publique à la même direction, le jour correspondant à la date limite de dépôt des offres, à 13 heures.

PROGRAMMES PRÉVISIONNELS D'EXPORTATION POUR 2024

Le ministère adresse une note aux opérateurs pharmaceutiques

Le ministère de l'Industrie et de la production pharmaceutique a adressé une nouvelle note aux opérateurs pharmaceutiques portant sur l'élaboration des programmes prévisionnels d'exportation pour 2024. Ils ont un délai au plus tard le 31 janvier 2024 pour transmettre leurs programmes prévisionnels pour l'année prochaine.

Par Slimane T.

« Il est porté à la connaissance de l'ensemble des établissements pharmaceutiques que dans le cadre de l'évaluation de la mise en œuvre de la politique nationale de promotion des exportations, il y a lieu de procéder au dépôt des programmes prévisionnels d'exportation pour l'exercice 2024, au plus tard le 31 janvier 2024, via le portail dédié au programme prévisionnel d'exportation, sur le site officiel du ministère de l'industrie et de la production pharmaceutique : www.miph.gov.dz/mipform/ppe », lit-on dans une note postée en ligne sur le page Facebook du ministère. Il s'agit de programmes prévisionnels d'exportation de biens (produits pharmaceutiques et dispositifs médicaux) et de services (recherche /développement, études cliniques, ingénierie, expertise, marketing, logistiques, transport et autres), précise la même source.

Il convient de rappeler que « toute exporta-

tion est prise en compte dans la procédure de fixation du prix de sortie usine (PCSU) des médicaments fabriqués localement à travers le taux d'intégration défini conformément à la réglementation en vigueur ».

Le ministre a fait savoir que les programmes prévisionnels d'exportation sont également intégrés dans l'évaluation de la valeur ajoutée économique apportée par les établissements pharmaceutiques au niveau national, selon la balance des flux d'importations et d'exportations.

Le dépôt des programmes prévisionnels d'exportation est obligatoire, y compris pour les établissements pharmaceutiques n'ayant pas encore de prévision d'exportation pour 2024, lesquels doivent inscrire la mention « néant » sur le modèle type du programme prévisionnel d'exportation cité ci-dessus, sachant que les mises à jour pourront intervenir tout au long de l'année 2024.

Il est à noter que les exportations de l'Algérie en matière de produits pharmaceutiques restent marginales et de dépassant pas les

500 millions de dollars en 2022. La priorité est accordée au marché local estimé à 4 milliards de dollars. Le gros du tissu industriel de la pharma algérienne est tourné vers le marché intérieur et sa forte croissance est surtout due à l'expansion de la production de génériques et biosimilaires.

Les entreprises exportatrices, quant à elles, ne représentent qu'une infime partie de l'industrie. Typiquement, elles répondent à des appels d'offres d'hôpitaux ou d'institutions de santé étrangères pour des produits de faible technicité tels que des petits dispositifs médicaux, des tests, des packs et kits à usage unique, ou des pansements, ou passent par des intermédiaires tels que des marques étrangères, des distributeurs ou autres grossistes. Il en résulte qu'elles ne sont pas visibles en tant que fournisseurs algériens et sont captives de petits segments de niche avec peu de demande et peu de valeur ajoutée. Une nouvelle stratégie est mise en place pour la promotion des exportations pharmaceutiques de « made in algeria », notamment vers le continent africain.

MÉDIATION DE LA RÉPUBLIQUE

Des journées de formation sur le portail électronique des registres de doléances

Des journées de formation sur le portail électronique consacré aux registres de doléances des citoyens et à l'échange de correspondances administratives entre la délégation du médiateur de la République et les différents secteurs, administrations et organismes publics, ont été lancées dans la wilaya d'El-

Meghaïer. Initiée par la médiation de la République, cette activité s'inscrit dans le cadre du programme national des journées de formation sur ce nouveau portail électronique qui permettra notamment de diminuer le délai de traitement des doléances soulevées par les citoyens et d'améliorer le service public, déclaré à l'APS le

délégué local de la médiation de la République, Atef Mertil. La rencontre a été aussi une opportunité aux intervenants pour mettre en avant la nécessité d'intensifier les efforts de tous les acteurs pour assurer le succès des actions de l'Etat visant à moderniser la performance de l'administration publique et son rapprochement du

citoyen, à travers le renforcement de la coordination entre l'instance du médiateur de la République et les différents secteurs, administrations et organismes publics. Les participants à ces journées bénéficient lors d'un atelier de travail d'une formation théorique et pratique sur ce nouveau portail électronique.

GESTION DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES

Plaidoyer pour l'adoption d'un modèle économique

Le Conseil supérieur de la jeunesse a organisé, avant-hier, une journée d'étude sur « La réforme des œuvres universitaires » à l'Université des sciences et technologies Houari Boumediène à Bab Ezzouar, à Alger. Les participants ont souligné l'importance de passer d'une gestion administrative

des services universitaires à une gestion économique. Ils ont expliqué que cette réforme permettrait d'améliorer la qualité des services fournis et d'assurer l'indépendance de la gestion et de la prise de décision.

Le président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaouia a

précisé que cette journée d'étude a été organisée à la veille de l'Assemblée générale du Conseil supérieur de la jeunesse. Au cours de laquelle seront annoncés les résultats des études menées cette année au profit des jeunes. De son côté, Bentelis a indiqué que la vie estudiantine est désormais devenue la prin-

cipale préoccupation du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, en mettant en avant ce qui a été fait jusqu'à présent, notamment dans le domaine de la numérisation des prestations des restaurants et des résidences universitaires.

Quotidien économique

Les Enjeux EcoEdité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**Directeur de
publication
Radji ZahirSiège social
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.comccb : BDL 005
00170000003889 09Impression
Centre : SIADistribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

« Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité »
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

IL A PRONONCÉ UN DISCOURS HIER AUX TRAVAUX DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE
DES DEUX CHAMBRES DU PARLEMENT

Les réalisations du Président Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a passé en revue, les réformes mises en œuvre au cours des quatre années de son mandat présidentiel. Dans un discours adressé aux représentants du peuple, prononcé à l'ouverture des travaux de la session extraordinaire des deux chambres du Parlement au Palais des Nations, le chef de l'Etat a affirmé avoir fait du renforcement du caractère social de l'Etat « la boussole de tous les efforts consentis ».

Par Zahir R.

Il a rappelé, en ce sens, l'augmentation des salaires, l'institution de l'allocation chômage et l'amélioration du niveau de vie des citoyens. Des mesures importantes ont été prises également dans le cadre de la loi de finances 2024 qui doivent contribuer au renforcement et préservation du pouvoir d'achat des ménages.

Dans le domaine économique, le gouvernement, dira-t-il, a lancé un certain nombre de projets structurants, notamment dans le secteur minier, pour dynamiser le développement du pays. Le Président Tebboune a confirmé qu'il avait donné des instructions à tous les responsables du secteur minier d'éviter d'exporter les produits miniers en état brut. Et que l'exportation ne devrait se faire qu'après la transformation du produit en question.

À travers cette démarche, l'Algérie veut développer son industrie de transformation et s'inscrire dans la chaîne de valeur. D'ailleurs, cette stratégie a donné ses fruits durant ces quatre années, dont la facture des importations a été réduite, sans toutefois touchés aux besoins des citoyens, et d'augmenter en parallèle, nos exportations surtout en produits hors hydrocarbures. Le président Tebboune a indiqué que l'Algérie produit actuellement 5 millions de tonnes de fer. Lorsque l'exploitation de la mine de Gara Djebilet soit en plein capacité, « nous seront le premier pays exportateur du phosphate », affirme-t-il, en réitérant son engagement pour la réalisation d'une ligne ferroviaire en reliant le Nord du pays au Sud pour s'étendre jusqu'à Bechar et Tamanrasset. Un projet de grande envergure permettant sans doute de donner une nouvelle impulsion au développement local et la machine économique du pays.

70 milliards de dollars de réserves de change

Dans son discours franc et direct devant les représentants du peuple, le Président a réitéré son engagement à ne pas recourir à l'endettement, en faisant savoir que « notre pays se redresse économiquement, nos réserves dépassent aujourd'hui les 70 milliards de dollars, soit le double de ce que nous avons trouvé presque ». Certes, le chemin est encore long, mais les premières étapes ont donné de bons résultats et « nous continuerons à travailler. Nous avons créé des expositions permanentes dans des pays frères pour promouvoir nos produits à l'échelle internationale. La croissance économique a atteint 4,2 % selon les institutions financières internationales. Les institutions des Nations Unies et les institutions financières internationales placent l'Algérie parmi les pays immunisés contre les problèmes de nutrition et de



dette. Aujourd'hui, l'Algérie fabrique 70 % de ses médicaments. L'inflation connaît actuellement une baisse en Algérie ».

Récupération de plus de 30 milliards de dollars de fonds et biens détournés

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a fait état de la récupération de plus de 30 milliards de dollars de fonds détournés entre sommes d'argent, biens immobiliers et unités industrielles. Il a précisé que « la poursuite de la lutte contre toutes les formes de corruption et de la récupération des fonds détournés au peuple sous le règne de la Issaba (bande) a permis la récupération de plus de 30 milliards de dollars entre biens immobiliers, unités industrielles et sommes d'argent ». Et d'assurer : « Le travail se poursuit pour récupérer les fonds détournés vers l'étranger ». Sur ce point, le président Tebboune a souligné que de nombreux pays européens ont affiché leur disposition à restituer les fonds détournés au peuple. Quant aux prêts bancaires, le Président a indiqué que les crédits bancaires s'élèvent à 5.000 milliards de dinars, dont seulement 5 % ont été remboursés. Concernant la numérisation, le Président a déclaré que d'ici la fin du premier semestre 2024, « nous terminerons la numérisation de tous les secteurs ». D'ailleurs, grâce à la numérisation « nous avons mis fin aux activités de 26 000 entreprises fictives qui pillaient l'argent de l'Etat ». Le chef de l'Etat a également mis en avant les efforts consentis dans le domaine de l'économie de la connaissance et des startups. « Nous sommes maintenant au milieu du classement des pays réputés pour leurs start-ups, après avoir été en bas de la liste », affirme-t-il. Le

Président de la République a souligné : « C'était une de mes obligations de faire confiance à la jeunesse et de créer une nouvelle génération de jeunes entrepreneurs ».

80% des décisions relatives aux zones d'ombre mises en œuvre

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé que 80 % des décisions visant à améliorer la situation des zones d'ombre avaient été effectivement mises en œuvre. Il a précisé que « 80 % des décisions relatives aux zones d'ombre ont été effectivement mises en œuvre », ajoutant que « le travail se poursuit pour rattraper tous les retards résultant de politiques antérieures ayant conduit à la propagation de telles zones ». Il a, en outre, indiqué que « six (6) millions de citoyens algériens ont vécu dans des conditions qui auraient dû être dépassées depuis l'indépendance », soulignant que « la non-application des décisions ayant été données pour améliorer la situation des zones d'ombre est à l'origine du récent limogeage de plusieurs responsables locaux ». « Être au service du citoyen algérien c'est renforcer son sentiment d'appartenance à sa patrie », a soutenu le Président Tebboune, assurant qu'il « ne s'agit pas de slogans populistes, mais d'une question de principe ».

Réduction de 50% des tarifs des billets d'avion au profit de la communauté nationale à l'étranger durant le Ramadhan

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, lundi à Alger, une réduction de 50 % des tarifs des billets d'avion au profit des membres

de la communauté nationale établie à l'étranger pour leur permettre de passer le mois de Ramadhan dans le pays. « Je m'engage à réduire de 50 % les tarifs des billets d'avion au profit des membres de la communauté nationale établie à l'étranger pour leur permettre de passer le mois de Ramadhan ici en Algérie, mais aussi pour renforcer les liens avec leurs familles et proches », a-t-il dit, en réaffirmant qu'il s'est « engagé à faire du dialogue un outil de travail et de franchise » dans la gestion de « la chose publique ». A ce propos, le chef de l'Etat a rappelé qu'« aucun président de la République n'a prononcé un discours devant le Parlement depuis le discours de feu le Président Boumediene en 1977 ». Exprimant sa fierté d'être devant les membres du Parlement réuni en ses deux chambres, le Président Tebboune a souligné qu'« en tant que représentants du peuple, vous êtes la pierre de la reconstruction institutionnelle de l'Algérie nouvelle ». Pour étayer ses propos, le Président Tebboune a témoigné que « l'actuelle législation est la première dont les élections n'ont pas été truffées de corruption ».

RÉASSURANCE

17 courtiers étrangers autorisés à exercer sur le marché algérien

Dix-sept courtiers de réassurance étrangers ont été autorisés à exercer sur le marché algérien, en vertu d'un arrêté du ministère des Finances publié sur le Journal officiel (JO) n 81. Cet arrêté ministériel, signé le 14 septembre dernier par le ministre des Finances, Laziz Faïd, porte approbation de l'autorisation d'exercice sur le marché algérien des assurances, délivrée par la Commission de supervision des assurances aux courtiers de réassurance étrangers, pour la participation dans des traités ou cessions de réassurance des sociétés d'assurance et/ou de réassurance agréées et des succursales de sociétés d'assurance étrangères agréées en Algérie. Il s'agit de Guy Carpenter & Compagnie Limited, Willis Limited, Miller Insurance Services LLP, J.B. Boda Reinsurance Brokers Private Limited, Chedid Europe Reinsurance Brokers Limited, Groupe Med Reinsurance Brokers Limited et Afro-Asian Insurance Services LTD, précise la même source. Les courtiers étrangers Lockton (Mena) Limited, Atlas Reinsurance Consultants (ARC) S.A, Nasco Karaoglan France SA, Aon UK Limited, United Insurance Brokers Limited (UIB), Al Wasl Insurance Brokers Limited, Cabinet d'Assurance et de Réassurance Labidi & CIE, Apex Insurance & Reinsurance Brokers and Consultancy, Marsh Limited et Tysers Insurance Brokers Limited, ont également été autorisés à exercer en Algérie, est-il ajouté dans l'arrêté.

R E.

VACCINATION
CONTRE LA FIÈVRE
APHTEUSE

Plusieurs
milliers de
doses
mobilisées à
l’Est du pays

Plusieurs milliers de doses du vaccin contre la fièvre aphteuse ont été mobilisées à l’Est du pays dans le cadre de la campagne de vaccination contre cette infection lancée dimanche à l’échelle nationale. Dans la wilaya de Constantine, 30.000 doses de ce vaccin ont été affectées à cette opération de protection du cheptel local dans le cadre de cette campagne rentrant dans le cadre des mesures décidées par le ministère de l’Agriculture et du Développement local pour éviter la propagation de cette maladie, a affirmé Mourad Benameur, inspecteur vétérinaire de wilaya. Cette campagne cible dans la wilaya d’Annaba 30.000 bovins et mobilisera 30 agents en plus des vétérinaires privés, selon les services de l’inspection vétérinaire de wilaya qui ont assuré qu’un stock suffisant de vaccin est actuellement disponible. Les mesures préventives prises ont porté sur la fermeture des marchés à bestiaux quotidiens et hebdomadaires et l’insistance sur l’observation des règles d’hygiène dans les étables, selon ces services. A Tébessa, 9.000 doses de vaccin contre la fièvre aphteuse ont été fournies et des vétérinaires publics et privés pour assurer le succès de la campagne, a révélé le directeur de wilaya des services agricoles (DSA), Mokhtar Merzoug, qui a assuré qu’aucun cas confirmé de fièvre aphteuse n’a été diagnostiqué dans la wilaya. Une campagne a été lancée dans la wilaya de Skikda pour la vaccination de 50.000 bovins de plus de deux mois d’âge, a indiqué Mohamed Rédha El Wahem Mesbah, inspecteur vétérinaire de wilaya, qui a affirmé que des mesures incluant la mobilisation de 70 vétérinaires dont 50 du secteur privé ont été prises pour exécuter cette opération dans un délai d’un mois. De son côté, Hamza Hanachi, directeur de la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA), a indiqué que la CNMA est la seule compagnie qui propose une assurance contre ce type de maladies du cheptel et mène chaque année des campagnes de sensibilisation ciblant des agriculteurs les invitant à assurer leurs troupeaux et éviter d’éventuelles pertes. A Khenchela, la campagne de vaccination a démarré dimanche avec la mobilisation de 8.500 doses de vaccin pour les bovins de plus de deux mois, a indiqué le directeur des services agricoles, Saïd Tamene. Trente-huit (38) vétérinaires des secteurs public et privé ont été mobilisés pour cette campagne d’un mois, selon le même responsable qui a affirmé qu’aucun cas de fièvre aphteuse n’a été enregistré à Khenchela.

R E.

CONCOURS NATIONAL DE LA MEILLEURE PUBLICATION SCIENTIFIQUE EN ALGÉRIE

Sonatrach dévoile la liste des lauréats

Sonatrach a annoncé les résultats du concours national de la meilleure publication scientifique en Algérie de la catégorie A+, organisé en coopération avec le Conseil national de la recherche scientifique et des technologies, dans le cadre des célébrations du soixantième anniversaire de sa création.

Par Sirine R.

Ce concours visait à encourager les compétences scientifiques des chercheurs résidant en Algérie et à récompenser l'excellence en recherche scientifique, dans le cadre d'une approche stratégique de Sonatrach visant à créer des pôles générateurs de richesse en mettant en place des mécanismes de convergence et de coordination avec le secteur de la recherche scientifique et du développement technologique, ainsi qu'avec le secteur économique, lit-on dans un communiqué du groupe. Pour rappel, les publications de catégorie A+ sont des revues scientifiques (articles) indexées dans le réseau de sciences (Web of Science) de Thomson Reuters (avec un facteur d'impact) et font partie des 5 meilleures catégories. Le concours a enregistré une participation significative de 594 chercheurs, auxquels Sonatrach a attribué des prix substantiels pour récompenser les auteurs des meilleures publications scientifiques publiées au cours des cinq dernières années dans les domaines de la sécurité énergétique, alimentaire et sanitaire. Le comité d'évaluation, composé de membres de Sonatrach, du Conseil National

de la Recherche Scientifique et Technologique, ainsi que de l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire, a dévoilé les noms des six lauréats dans son procès-verbal final après délibération. Ils sont respectivement : « Dans le domaine de la sécurité énergétique, M. Adel Milit de l'Université de Jijel a remporté la première place pour son article sur "L'intelligence artificielle et l'Internet des objets pour améliorer l'efficacité du diagnostic et de la surveillance à distance des systèmes photovoltaïques, défis, recommandations et tendances futures". La deuxième place revient à M. Mustapha Dida de l'Université de Ghardaia pour son article sur "La perte d'énergie dans les cellules photovoltaïques en silicium cristallin due à l'accumulation de poussière dans l'environnement désertique". Dans le domaine de la sécurité sanitaire, M. Fathi Oushi de l'Université de Ghardaia a remporté la première place pour son article sur "Les capteurs nanotechnologiques électrochimiques pour la détection des indicateurs biologiques du cancer dans des échantillons réels, évolutions et défis". La deuxième place revient à M. Hicham Maasoudi de l'Université Abderrahmane Mira de Béjaïa pour son article sur "Le transfert

d'apprentissage à travers les dimensions dans la segmentation d'images médicales avec l'apprentissage en profondeur". Dans le domaine de la sécurité alimentaire, M. Mounir Bouhda de l'Université de Médéa a remporté la première place pour son article sur "Un système intelligent d'irrigation avec une technique de contrôle flou et l'Internet des objets pour économiser l'eau et l'énergie". M. Ali Boudabous de l'Université 8 Mai 1945 de Guelma a remporté la deuxième place dans le domaine de la sécurité alimentaire, en tant qu'ingénieur chez Sonatrach, pour son article sur "Les niveaux de métaux lourds dans le lait brut de vache et l'évaluation des risques pour la santé dans le monde entier : une revue méthodologique". Sonatrach tient, ajoute la même source, à remercier tous les chercheurs qui ont participé au concours et souhaite aux lauréats du succès dans leurs projets de recherche futurs. «En tant qu'institution citoyenne au service de la recherche scientifique et du développement, Sonatrach s'efforce de mettre en valeur les compétences jeunes en Algérie et de célébrer l'excellence au sein de la communauté scientifique nationale», conclut-elle.

STOCKAGE DES CÉRÉALES

De nouveaux projets en phase de lancement à Médéa

La capacité de stockage des céréales dans la wilaya de Médéa sera « doublée » à la faveur des « nouveaux projets en phase de lancement » à travers de nombreuses localités à vocation céréalière, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya. Les nouveaux projets inscrits à l'indicateur du secteur de l'agriculture englobent douze centres de stockage de proximité d'une capacité de 50.000 quintaux chacun et

un complexe céréalier d'un (1) million de quintaux, soit une capacité de stockage supplémentaire de un million six cent mille quintaux, a-t-on fait savoir. Le parc de stockage relevant de la coopérative commerciale de légumes secs (CCLS) de Berrouaghia est composé de dix-huit unités de stockage totalisant une capacité d'un (1) million deux cent quarante mille quintaux, selon les chiffres fournis par les responsables de cette coopérative.

La matérialisation de ces projets va porter à deux millions huit cent mille quintaux le volume de stockage global de la wilaya et permettre d'absorber, sans grande difficulté, la production de céréales et faciliter les opérations de collectes durant la campagne de moisson-battage, ont indiqué les mêmes services. Les nouveaux centres de stockage de proximité sont implantés dans les communes de Ain-Boucif, Chellalet-el-Adhaoura,

Ouamri, Chahbounia, Souagui, Aziz, Derrag, Oum-Djellil, Ain-Ouksir, Bouskène, El-Azzizia et Tablat, a-t-on précisé. La commune de Chahbounia, considérée comme la plus importante région steppique du sud de la wilaya, sera dotée également d'un complexe céréalier d'une capacité de un million de quintaux appelé à recevoir la production des céréaliculteurs issus des communes voisines, a-t-on ajouté.

R E.

TRANSFERT DE FONDS PAR LA DIASPORA VERS L'ALGÉRIE

1,8 milliards de dollars en 2023

Les envois de fonds par la communauté algérienne établie à l'étranger vers l'Algérie devraient s'établir à 1,8 milliard de dollars en 2023, soit le même niveau que l'année précédente 2022. Selon les estimations de la Banque mondiale, ces fonds représentent 0,8% du PIB. Globalement, les envois de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire auraient atteint 669 milliards de dollars en 2023, la résilience des marchés du travail dans les économies avancées et les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ayant préservé la capacité des migrants à envoyer des fonds dans leur pays d'origine. Au niveau des régions de destination, on observe une hausse des remises migratoires vers l'Amérique latine et les Caraïbes (8 %), l'Asie du Sud (7,2 %), l'Asie de l'Est et le Pacifique (3 %), et l'Afrique subsaharienne (1,9 %). Les transferts d'argent vers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord ont en revanche diminué pour la deuxième année consécutive (-

5,3 %), en raison principalement de la baisse des envois à destination de l'Égypte. Les remises migratoires vers l'Europe et Asie centrale ont fléchi de 1,4 %, alors qu'elles avaient connu un boom de plus de 18 % en 2022. Les États-Unis restent la principale source d'envois de fonds des migrants. Les cinq principaux pays bénéficiaires cette année sont l'Inde (125 milliards de dollars), le Mexique (67 milliards de dollars), la Chine (50 milliards de dollars), les Philippines (40 milliards de dollars) et l'Égypte (24 milliards de dollars). Les pays dans lesquels le poids des remises migratoires en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) est particulièrement élevé — signe de l'importance de la contribution de ces fonds au financement des déficits du compte courant et des finances publiques — sont le Tadjikistan (48 % du PIB), les Tonga (41 %), le Samoa (32 %), le Liban (28 %) et le Nicaragua (27 %). Compte tenu des tendances à la baisse de l'activité économique mondiale, la croissance des transferts d'argent vers les pays à revenu

faible et intermédiaire devrait encore ralentir en 2024, pour s'établir à 3,1 %. En cause, le ralentissement de la croissance économique et l'essoufflement des marchés de l'emploi dans plusieurs pays à revenu élevé. La volatilité des prix du pétrole et des taux de change, ainsi qu'un coup de frein plus marqué que prévu dans les économies à revenu élevé sont autant de risques susceptibles de dégrader ces prévisions. « Les migrants sont parvenus à surmonter les crises et ont fait preuve de résilience pour continuer d'aider leurs familles restées au pays. Mais la forte inflation et la faible croissance mondiale pèsent sur les montants qu'ils sont en mesure d'envoyer, explique Iffath Sharif, directrice mondiale du pôle Protection sociale et emploi à la Banque mondiale. Il est essentiel que les marchés du travail et les politiques de protection sociale dans les pays d'accueil favorisent l'inclusion des migrants, dont les envois de fonds constituent une ressource vitale pour les pays en développement. »

R E.

UNE ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE SERA CRÉÉE À TINDOUF

Dynamiser l’activité économique entre l’Algérie et la Mauritanie

En présidant la réunion du Conseil des ministres, Abdelmadjid Tebboune a ordonné aux membres du gouvernement le « lancement immédiat » d’une étude approfondie, en prévision de la création d’une zone de libre-échange, selon un communiqué de la présidence de la République.

Par Reda Hadi/Agence

La création de cette zone « contribuera à la diversification des activités économiques et la création d’une dynamique dans la région, notamment le long des frontières entre l’Algérie et la Mauritanie », lit-on sur le même communiqué. Selon la même source, la création d’une zone de libre-échange dans la région frontalière, dans le cadre de la relation de coopération et de bon voisinage unissant les deux pays, permettra de dynamiser l’activité économique et commerciale dans cette région, faisant de la wilaya de Tindouf un pôle économique exceptionnel. Pays plus que voisin, la Mauritanie entretient avec l’Algérie des relations de fraternité, de bon voisinage et surtout de coopération bilatérale. Et ce qui est central à souligner c’est que la volonté ferme des deux pays, d’impulser les échanges bilatéraux dans divers domaines, notamment sur le plan commercial. Et c’est pour impulser plus de dynamisme à cela, que le pré-

sident de la République vient de donner des instructions pour booster l’activité économique et commerciale dans la région. La stratégie de l’Etat porte ainsi sur l’ouverture des postes frontaliers terrestres, maritimes et aériens, et leur dotation en moyens nécessaires pour un véritable envol économique. Dynamiser ces divers passages vitaux permettra à l’Algérie de développer les échanges commerciaux dans les régions frontalières, notamment sur le poste frontalier algéro-mauritanien, à la faveur d’une véritable volonté pour le développement de l’économie nationale. En consolidation avec l’orientation du commerce extérieur de l’Algérie vers l’Afrique, de grands efforts ont été fournis pour booster l’essor commercial dans les régions frontalières et atteindre le développement escompté au travers plusieurs projets d’envergure. Ainsi, une batterie de mesures incitatives de l’investissement et de développement du commerce extérieur qu’offre la wilaya de Tindouf, dont le réseau routier qui sera consolidé en perspective par la route reliant les deux

postes frontaliers algéro-mauritaniens, la mise en place d’une base logistique à Tindouf susceptible de réunir les conditions de transport, exportation et importation des marchandises notamment. Les échanges commerciaux avec la Mauritanie devraient connaître une grande dynamique après la réception de deux importants projets, en l’occurrence les deux postes frontaliers. Selon le ministre de l’intérieur, des collectivités locales et de l’aménagement du territoire, qui a visité ces deux postes au début du mois courant, le taux d’avancement des travaux de réalisation de ce projet était de 99,6%, ce qui permet de les réceptionner bientôt. Ce projet, qui a coûté à l’Etat une enveloppe financière de plus de 3,5 milliards de DA et qui a été réalisé dans un court laps de temps par des Algériens, permettra, selon le ministre de l’intérieur, « la création de la zone de libre-échange annoncée par le président de la République », ajoutant que ces postes frontaliers sont « très prometteurs pour les échanges commerciaux

entre l’Algérie et la Mauritanie ». Ces deux postes sont appelés également à œuvrer pour donner un nouveau souffle à ce passage qui sera éminemment bénéfique pour les populations locales qui auront ainsi plus d’offres d’emploi via l’accélération et l’accroissement de l’activité commerciale avec la Mauritanie particulièrement et les pays d’Afrique de l’Ouest en général. En effet, plusieurs délégations multisectorielles et de part et d’autres ont convergé vers la nécessité d’accroître la coopération afin que les échanges connaissent une courbe ascendante, traduisant la volonté mutuelle des deux chefs d’Etat, d’œuvrer à leur développement et à leur approfondissement. C’est pourquoi, l’accélération du rythme de la coopération et du partenariat a été couronnée par des opportunités d’investissement, la réalisation des projets dans des secteurs prioritaires, la promotion de secteurs multisectoriels, en plus du désenclavement des populations des zones frontalières qu’il convient de sécuriser, de facilitation de la circulation des personnes et des biens.

NUMÉRISATION ET RÉVISIONS DES STATUTS DE PLUSIEURS CORPS

Les instructions du Président Tebboune

La réunion du Conseil des ministres, de dimanche dernier, a été une occasion pour le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour donner ses instructions fermes concernant l’opération de numérisation et de la révision des statuts et régimes indemnitaires de plusieurs corps. Selon un communiqué du Conseil des ministres, le président de la République a souligné l’impératif de généraliser la numérisation à tous les secteurs gouvernementaux, de manière unifiée, sous la supervision du Haut Commissariat à la numérisation. Concernant l’état d’avancement de la numérisation des services des domaines de l’Etat, des impôts et des Douanes, «Monsieur le Président s’est félicité du progrès réalisé en matière de

numérisation du secteur des Finances», appelant «à la poursuite et à l’intensification des efforts en coordination avec le Haut Commissariat à la numérisation», selon le communiqué. A ce propos, le Président de la République «a souligné l’impératif de généraliser la numérisation à tous les secteurs gouvernementaux, de manière unifiée, sous la supervision du Haut Commissariat à la numérisation». Le Président Tebboune, ajoute la même source, «a ordonné la présentation de rapports d’étape pour le suivi du progrès réalisé, en accélérant la finalisation de toutes les phases, et ce au vu de leur importance dans le développement de l’ensemble de l’action gouvernementale». Par ailleurs, le chef de l’Etat a ordonné la révision et l’enrichissement des statuts et régimes

indemnitaires des corps relevant du secteur de l’Education nationale, du chercheur hospitalo-universitaire, de l’enseignant chercheur et du chercheur permanent, des corps médicaux et paramédicaux et de l’imam. Concernant les statuts et régimes indemnitaires des corps relevant du secteur de l’Education nationale, du chercheur hospitalo-universitaire, de l’enseignant chercheur et du chercheur permanent, des corps médicaux et paramédicaux et de l’imam, le Président de la République "a enjoint de réviser, d’enrichir et de clarifier, de manière plus approfondie, les contenus de ces statuts qui doivent être tranchés à partir du mois de février, avec effet rétroactif des salaires et primes à compter de janvier 2024", précise la même source. «Monsieur le Président a réaf-

firmé son engagement envers ces catégories professionnelles, en reconnaissance de tous les efforts qu’elles ont consentis dans les circonstances difficiles qu’a traversées notre pays, et qui sont toujours fidèles à leur détermination, d’où la nécessité d’améliorer leurs situations à travers ces statuts», ajoute la source. Le Président de la République «a affirmé que les professions des secteurs de l’Education, de la Santé, de l’Enseignement supérieur et d’Imam ne sont pas de simples professions, mais plutôt des professions qui encadrent la société et qui revêtent de nobles dimensions, d’où la nécessité d’apporter dans ces statuts une véritable plus-value à ces professions, notamment en ce qui a trait au volet social».

S R.

L’E-COMMERCE EN ALGÉRIE

Opportunités et défis dans le changement du comportement d’achat

L’essor de l’E-commerce en Algérie est indéniable, mais il s’accompagne à la fois d’opportunités et de défis pour les consommateurs algériens. Le comportement d’achat évolue rapidement dans le pays, ouvrant de nouvelles perspectives tout en posant des défis uniques. Dans cet article, nous explorerons les opportunités et les défis de l’E-commerce pour les Algériens, ainsi que les tendances qui redéfinissent le paysage du commerce en ligne.

Opportunités pour les Consommateurs Algériens:

Les Algériens sont de plus en plus connectés, ce qui a ouvert la voie à un certain nombre d’opportunités en matière d’E-commerce: Large Choix de Produits : L’E-commerce offre aux consommateurs un accès à une vaste gamme de produits, qu’il s’agisse de vêtements, d’électronique, d’équipement de maison ou de produits alimentaires. Confort et Accessibilité : Les plateformes E-commerce permettent de faire des achats depuis le confort de son domicile, ce qui est particulièrement apprécié dans un pays de vastes étendues comme l’Algérie. Comparaison des Prix : Les consommateurs peuvent comparer les prix et les caractéristiques des produits en ligne, ce qui favorise la

recherche de bonnes affaires.

Livraison à Domicile : De nombreuses entreprises de commerce en ligne proposent la livraison à domicile, ce qui simplifie le processus d’achat.

Défis à Surmonter

Malgré ces opportunités, l’E-commerce en Algérie est confronté à plusieurs défis: Infrastructures Logistiques : Les infrastructures logistiques en Algérie doivent être améliorées pour garantir des livraisons efficaces et fiables. Moyens de Paiement : Les méthodes de paiement en ligne doivent être davantage développées et sécurisées pour garantir la confiance des consommateurs. Éducation aux Achats en Ligne : Une plus grande éducation des consommateurs est nécessaire pour leur apprendre à naviguer en toute sécurité dans l’environnement en ligne. Protection des Consommateurs : Les lois et les réglementations de protection des consommateurs doivent être renforcées pour garantir la sécurité des acheteurs en ligne.

Le Changement de Comportement d’Achat

Le comportement d’achat des Algériens est en train de changer de manière significative. Les tendances suivantes définissent cette évolu-

tion :

Recherche en Ligne : Les consommateurs effectuent des recherches en ligne pour obtenir des informations sur les produits, les avis des utilisateurs et les prix. Shopping Mobile : Les smartphones sont devenus un outil essentiel pour le shopping en ligne, permettant aux consommateurs d’acheter en déplacement. Shopping Social : Les médias sociaux sont de plus en plus utilisés pour découvrir de nouveaux produits et lire des avis. Préférence pour les Marketplaces : Les consommateurs préfèrent souvent acheter sur des marketplaces en ligne qui offrent une variété de produits.

L’Opportunité pour les Entreprises Locales

L’E-commerce offre également des opportunités pour les entreprises locales en Algérie. De nombreuses entreprises traditionnelles se tournent vers le commerce en ligne pour toucher un public plus large: Expansion des Petites Entreprises : Les petites entreprises peuvent élargir leur clientèle en vendant en ligne, même en dehors de leur région d’origine. Promotion des Produits Locaux : L’E-commerce permet de promouvoir les produits locaux, ce qui favorise le commerce national.

Création d’Emplois : Le secteur de l’E-commerce crée des emplois dans les domaines de la logistique, de la technologie et du service à la clientèle.

L’Évolution Continue de l’E-commerce en Algérie

L’E-commerce en Algérie est en constante évolution, et les opportunités ne cessent de croître. Les consommateurs et les entreprises locales s’adaptent aux nouvelles réalités du commerce en ligne. Avec des améliorations constantes au niveau de l’infrastructure, des moyens de paiement et des réglementations, l’E-commerce en Algérie a un avenir prometteur.

L’Émergence de l’E-commerce en Algérie

L’E-commerce en Algérie est en train de redéfinir le comportement d’achat des consommateurs et offre de nombreuses opportunités aux entreprises locales. Cependant, des défis subsistent, notamment en ce qui concerne la logistique et les moyens de paiement. Pour tirer pleinement parti de cette révolution, il est essentiel de continuer à investir dans l’infrastructure et l’éducation des consommateurs.

Source : Algeria Fintech E-commerce Summit

TOUGGOURT
Mobilisation
de plus d'un
milliard DA
pour améliorer
l'approvisionnement en
électricité en
2024

Un investissement de 1,48 milliards de DA a été mobilisé pour améliorer l'approvisionnement en électricité dans la wilaya de Tougourt, durant l'année prochaine, a-t-on appris samedi de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz, filiale de Sonelgaz. Ce programme consiste en la mise en service de 18 transformateurs électriques, la rénovation de 25 autres installations similaires, la réalisation de six (6) départs électriques à moyenne tension (MT), trois autres à basse tension (BT) en plus de l'installation de sept (7) interrupteurs aériens et la rénovation de neuf (9) autres, pour éviter les coupures de courant en été, a indiqué à l'APS, la chargée de la communication à la direction de distribution, Mounia Bada. Il s'agit également de la réhabilitation des lignes électriques, la rénovation d'un linéaire de 31,8 km du réseau de MT et 3,5 de BT, l'installation de deux (2) régulateurs pour renforcer le réseau électrique dans la daïra d'El-Hadjira, ainsi que d'autres opérations de maintenance et de remise en état des ouvrages électriques à travers la wilaya, a-t-elle ajouté. D'importants moyens humains et matériels ont été déployés pour la réalisation de ces opérations ayant pour objectif d'améliorer l'approvisionnement en électricité à travers l'ensemble des communes de la wilaya et de répondre à la demande croissante sur cette énergie vitale, a souligné la même source.

BOUMERDÈS

Le taux d'éradication des chalets estimé à 88%

Le taux d'éradication des chalets installés à travers la wilaya de Boumerdès au lendemain du séisme du 21 mai 2003, est actuellement estimé à 88%, a-t-on appris, dimanche, auprès de la direction locale du logement.

« Ce taux représente 13.624 chalets démolis à ce jour, sur un total de 14.917 unités installées sur 96 sites à travers 28 communes de la wilaya au lendemain du séisme de 2003 », a indiqué le coordinateur des programmes à la direction du logement, Zahi Amar, en marge d'une opération de remise de clés et de relogement de 240 familles dans la commune de Si Mustapha, Est de la wilaya.

Les chalets restants, au nombre de 1293 (plus de 8%) sur deux (2) sites de la wilaya, « seront démolis progressivement selon un calendrier fixe, dont le délai ne dépassera pas la fin 2024 », a-t-il ajouté, estimant cette échéance est « réalisable », au vu de « l'état d'avancement des travaux de réalisation des projets de logements dans la wilaya ». Le responsable a précisé que « l'échéance fixée pour l'éradication totale de ces chalets, dont la démolition a été officiellement entamée à la fin 2016, coïncidera avec le parachèvement des projets de logements destinés à l'éradication des chalets, à travers la wilaya, soit près de 6700 unités actuellement en cours de réalisation ». A ce jour, la wilaya a enregistré le relogement d'une population globale de plus de 40.000 âmes, à travers 20 communes, avec la récupération d'un foncier de plus de 800 ha, destiné à l'implantation de programmes de logements et d'équipements publics. La réalisation de ces logements destinés à l'éradication des chalets, s'inscrit au titre d'un programme global de 126.261 unités, toutes formes confondues, affectées à la wilaya de Boumerdès depuis 2002, dont 92.924 unités, soit un taux de 60%, concrétisées, a-t-il fait savoir. Quelque 26.881 autres unités sont en cours de réalisation, tandis que 5.036 sont en cours de lancement et 3.600 accusent un retard dans leur lancement, en raison « d'un déficit en foncier », notamment, selon le



même responsable. A cela s'ajoutent près de 30.000 aides à la construction rurale, dont 24.000 déjà concrétisées et le reste en cours de réalisation. A noter la distribution attendue, durant l'année 2024, à Boumerdès, de pas moins de 6.627 logements de différentes formules, dont une partie destinée aux résidents des chalets à éradiquer.

BISKRA

Ouverture d'une nouvelle agence du CPA à Zeribet El Oued

Une nouvelle agence du Crédit populaire algérien (CPA) a été ouverte dimanche dans la ville de Zeribet El Oued dans la wilaya de Biskra en présence des cadres de la banque et des autorités locales. L'ouverture de cette agence relevant du groupe d'exploitation de Batna vient consolider la présence de cette banque dans cette région aux multiples potentialités pour contribuer à l'élargissement des services bancaires et soutenir le partenariat financier avec les

investisseurs, a affirmé à l'occasion, Ali Kadri, directeur général du CPA. Cette nouvelle agence œuvrera à assurer des services financiers de qualité et proposera également des services variés de la finance islamique pour les différentes catégories de clients particuliers, professionnels et entreprises conformément aux principes de confiance et de partenariat fructueux, a ajouté M. Kadri. Le responsable du CPA a fait état aussi de l'ouverture de 20 espaces numériques et de

la rénovation des appareils de distribution automatique de billets de banque pour faciliter davantage les services aux citoyens. En compagnie du groupe des banques publiques, le CPA a également ouvert des succursales dans plusieurs pays africains dont la Mauritanie et le Sénégal et prochainement en Côte-d'Ivoire en vue de mettre en place un climat favorable aux investisseurs algériens et leur permettre d'élargir leurs activités à l'extérieur du pays, a assuré le même responsable.

ALGER

Vaste programme de plantation d'arbres à travers différentes communes

La Direction des forêts et de la ceinture verte de la wilaya d'Alger a tracé, en coordination avec l'Association de wilaya pour jeunes, un programme prévoyant des campagnes de plantation d'arbres et de préservation de l'environnement au niveau de différentes communes d'Alger, en impliquant les acteurs de la société civile.

Ce programme bénéficiera de l'encadrement et de l'accompagnement technique de circonscriptions des forêts territorialement compétentes, qui veillent à fournir les arbustes et à garantir une formation de courte durée au profit des membres de l'association sur les techniques appropriées de plantation et les étapes à suivre pour prendre soin de plantations pendant la saison chaude.

Dans ce cadre, une campagne de plantation d'arbres et de nettoyage a été organi-

sée, samedi dans la forêt "El Khezna" à Bologhine, pour la transformer d'une décharge anarchique en un espace vert et un lieu de détente naturel pour les habitants du quartier, et ce en présence des autorités locales et des représentants de différents établissements publics, de corps de sécurité de la circonscription et de plusieurs associations.

Les participants à cette campagne ont également contribué à la plantation de plus de 300 arbustes de différentes espèces forestières produites à la pépinière de Benaknoun et de certaines espèces d'arbres fruitiers, en sus de l'organisation d'une autre campagne de nettoyage visant à inculquer la culture de l'économie verte chez les jeunes générations. Par ailleurs, et dans le cadre des campagnes de plantation pendant la saison 2023-2024 tendant à créer des espaces

verts, une campagne de plantation a été organisée dans la commune de Bourouba, sous la supervision de la Direction des forêts et de la ceinture verte de la wilaya d'Alger représentée par la circonscription de Dar El Beida.

L'opération de plantation d'arbres à laquelle ont pris part les autorités locales, les clubs sportifs et les établissements de wilaya, a vu l'organisation d'ateliers pédagogiques de sensibilisation ayant pour but de consacrer la culture environnementale dans la société et de faire connaître l'importance de la ceinture verte, tout en inculquant aux participants les bonnes pratiques de plantation et les modalités de préservation des arbustes plantés au regard des changements climatiques.

CHINE

Le long chemin de la transition

Le ralentissement chinois est indéniable. Après vingt ans de croissance forte et ininterrompue, il était aussi attendu. Il n'empêche qu'il intervient trop vite et trop fortement par rapport à la trajectoire anticipée tant par les autorités chinoises que par le reste du monde.

Publié par Sophie Wiewiorka

Alors que la capacité de la Chine à devenir la première puissance économique mondiale ne faisait aucun doute avant le Covid, cette perspective s'éloigne et la question de la convergence se pose de nouveau. Ce qui est certain, c'est que le sentier de développement de la Chine sera moins facile que celui du Japon, de la Corée ou de Taïwan au même stade de développement, car sa croissance potentielle est amoindrie par sa taille et la situation géopolitique actuelle. La Chine conserve des atouts indéniables, en particulier un complexe industriel et logistique unique, ayant servi un modèle de croissance fondé sur le commerce extérieur et l'investissement en infrastructures. Ce modèle n'est toutefois plus adapté aux équilibres actuels. Dans un contexte de ralentissement de la demande de biens mondiale et de réorganisation des chaînes de valeur défavorable pour la Chine, la question de la transition vers une croissance tirée par l'économie domestique se repose de manière plus aiguë. Ce rééquilibrage nécessaire semble cependant d'autant plus difficile que la profonde crise immobilière que traverse le pays pèse sur la confiance des ménages, déjà très ébranlés par trois années de politique zéro-Covid et par la perception que la croissance économique n'est plus la priorité des autorités.

D'où viendra la croissance future ?

Les causes du ralentissement

Elles sont multiples, conjoncturelles et structurelles. Les facteurs structurels viennent toucher les déterminants profonds de la croissance potentielle : le vieillissement de la population, la baisse de l'efficacité du capital, la capacité de la Chine à produire de l'innovation. Les facteurs conjoncturels sont, et cela est une source d'inquiétude, liés soit à des erreurs dans les décisions prises par les autorités, soit à la bascule d'une priorité économique à une priorité sécuritaire : la stratégie zéro-Covid, l'intrusion de l'État dans la sphère privée, la gestion de la crise immobilière. Le zéro-Covid, en particulier, a créé chez les ménages un choc de confiance qui semble difficile à résorber. Les dernières projections réalisées par la Banque asiatique de développement (BASD) montrent l'accélération du ralentissement de la croissance chinoise, divisée par deux entre 2006 et 2025, et de nouveau par deux entre 2025 et 2035. Elles illustrent également son déséquilibre : une contribution du facteur travail devenue négative dès la période 2011-2015, avec une amélioration du capital humain compensant à peine ce déclin. Le capital continue d'apporter l'essentiel de la croissance, posant donc la question de l'efficacité de l'investissement, maintenu à un niveau très élevé pour un rendement en croissance déclinant. Enfin, des gains de productivité faibles, malgré l'importance du secteur industriel, généralement plus productif. Quels moteurs pour quelle croissance ? La cible a été fixée « autour de 5% » pour 2023. Elle devrait, sauf accident de fin d'année, être atteinte, notamment grâce à un effet de base très favorable et à un premier trimestre dynamique, ayant profité d'un « effet réouverture » de l'économie, toutefois vite retombé. La question de la croissance des années futures (2024, 2025, 2026) est déjà plus délicate. Le Covid-19 a mis en lu-



mière les fragilités structurelles qui préexistaient déjà à la crise sanitaire. La plus importante est l'insuffisance de la consommation des ménages, liée à trois facteurs principaux : Le vieillissement et la baisse de la population. La population chinoise pourrait être divisée par deux en 75 ans et la part des plus de 65 ans devrait passer de 13% en 2022 à plus de 30% sur la même période. Or, les dépenses de consommation auraient plutôt tendance à diminuer avec l'âge, surtout dans les pays dans lesquels le niveau de revenu baisse sensiblement au moment de la retraite, comme c'est le cas en Chine. Le taux d'épargne de la population chinoise, qui se maintient autour de 45% du PIB, et ce malgré la hausse des salaires observée depuis 2010. L'absence de système de protection sociale (retraite, santé, chômage) pousse les ménages à constituer une vaste épargne de précaution. La crise immobilière. Contrairement aux deux facteurs précédents, il s'agit d'une nouvelle cause. Cette crise est profonde, et va encore durer. Pour l'État, la priorité est double : faire reprendre les chantiers encore rentables (30% des logements payés entre 2013 et 2020 n'avaient pas été livrés) et maîtriser la chute des prix pour ne pas trop pénaliser les ménages, dont 70% du patrimoine est investi dans l'immobilier. L'ajustement doit donc passer par le volume des transactions avant de passer par les prix, même si ce dernier sera inévitable dans les villes de second rang. La digestion des surcapacités s'annonce lente et l'immobilier ne devrait plus retrouver le rôle de moteur de la croissance qu'il a eu ces dernières années. L'insuffisance de la consommation n'est pas uniquement liée à la crise de confiance que les ménages traversent actuellement, puisqu'elle posait déjà problème avant le Covid. Elle trouve avant tout son origine dans les principes idéologiques régissant l'économie chinoise[1], qui favorisent l'investissement en actifs immobilisés et la production industrielle. Cette préférence est exprimée par des salaires bas – et qui augmentent moins vite que la croissance – permettant de conserver une compétitivité-prix forte et un soutien aux investissements en infrastructure, passant par des taux d'intérêt bas. Le modèle de croissance chinois, fondé sur l'exploitation puis l'exportation de surcapacités (main d'œuvre, épargne, investissement), se heurte à ses limites. La coexistence de la crise immobilière, du ralentissement de la croissance, de l'excès d'épargne et du vieillissement de la popula-

tion mènent les économistes à s'interroger sur la « japonisation » de l'économie chinoise.

Vers une « japonisation » de l'économie chinoise ?

Les parallèles entre le Japon de la fin des années 1980 et la Chine d'aujourd'hui semblent nombreux, car l'économie chinoise fait face au vieillissement accéléré de sa population et traverse une crise immobilière qui s'accompagne d'une spirale déflationniste, alimentée par une surabondance de liquidités. Cependant, si les symptômes sont similaires, les causes sont différentes. D'abord, car la crise immobilière vient avant tout du surendettement des promoteurs et non des ménages. Ensuite, parce que le ralentissement chinois est aussi conjoncturel que structurel. Enfin, car l'ajustement du marché immobilier va surtout se faire par les volumes et non par les prix, les autorités chinoises connaissant la sensibilité des ménages dont 70% de la richesse a été placée dans des achats de propriétés. Trois points fondamentaux différencient aussi la Chine du Japon des années 1980 : la crise immobilière ne s'accompagne pas d'autres bulles d'actifs spéculatifs ; le risque de faillite bancaire semble limité, et les autorités ont les moyens de soutenir les banques les plus fragiles (notamment régionales) si nécessaire ; le compte de capital de la Chine reste très fermé, ce qui la protège des mouvements de capitaux, mais aussi des pressions sur le change. La solidité du secteur bancaire sera d'autant plus préservée que la digestion de la crise devrait se faire sur plusieurs années. Deux éléments jouent en revanche contre elle. Le premier, c'est le niveau de développement, illustré par le PIB/tête. Au début des années 1990, le PIB/tête japonais était déjà de 28 915 dollars, contre 12 720 pour le PIB/tête chinois aujourd'hui. Le deuxième, c'est le niveau d'endettement, qui est déjà comparable à celui du Japon de la fin des années 1990, pour un niveau de richesse inférieur. L'endettement total de l'économie atteint ainsi 300% du PIB, contre 333% en France ou 255% aux États-Unis selon la BRI – hors secteur financier. Le ralentissement de la croissance pose donc la question de « l'effet boule de neige » de l'endettement, même si la fermeture du compte financier chinois fait relativiser le risque de contagion qu'une crise de la dette pourrait provoquer sur le reste du monde. En outre, la dette chinoise est en majorité émise par les entreprises et non par l'État, même si elle se concentre surtout dans les entreprises pu-

bliques. L'opacité financière de ces entreprises publiques et le refus de l'État chinois de définir avec clarté son rôle de prêteur en dernier ressort incitent toutefois à surveiller étroitement l'évolution de cette dette.

Les forces chinoises

Un complexe industriel unique

Devant ce panorama, on peut effectivement se demander quelles sont les forces de l'économie chinoise. Elles sont encore nombreuses, et il ne faudrait pas les sous-estimer. Bien que la population ait commencé à baisser, la taille du marché domestique représente un vivier de consommateurs important, d'autant que la transition vers un modèle de croissance reposant davantage sur la consommation demeure un objectif des autorités. Le développement d'une classe moyenne susceptible d'accéder à cette « prospérité commune » est encore possible, à condition d'opérer des réformes profondes, notamment dans les sphères fiscales et sociales. La Chine a développé en trente ans un complexe industriel qu'il sera difficile de répliquer ailleurs. Les progrès effectués en termes de logistique, d'automatisation des usines ont encore accéléré pendant le Covid, si bien que le pays se rapproche des standards de Singapour, premier dans le classement de l'indicateur de la Banque mondiale[2]. Le pays, qui concentrait déjà 27% des emplois industriels mondiaux, pourrait voir sa part s'accroître jusqu'à 43% à horizon 2050[3], et donc rafler la majeure partie des créations d'emplois sur cette période.

C'est surtout sur le volet infrastructures que la Chine se démarque particulièrement des autres pays d'Asie, comme le Vietnam ou l'Inde, qui souhaitent se positionner comme des concurrents au modèle chinois. Il s'agit de souligner que les entreprises qui explorent des alternatives à la Chine, ou sautent le pas de la délocalisation de tout ou partie de leur production, le font pour des questions géopolitiques et non économiques. Bien que le coût de la main d'œuvre ait augmenté en Chine ces dernières années, la compétitivité-prix du pays demeure excellente surtout en période de dépréciation du yuan et alors que les efforts de formation des employés sont visibles. Si l'excédent commercial chinois a baissé ces derniers mois, il demeure à un niveau historiquement élevé (800 milliards de dollars), qui reflète que la domination chinoise sur le commerce mondial est loin d'être finie. En 2022, la part de marché de la Chine dans les exportations mondiales s'élevait toujours à 14,7%. Ces dernières années, des activités qui avaient fait le succès commercial de la Chine dans les années 2000 (textile, assemblage) sont sorties du pays pour des raisons de coûts essentiellement, s'agissant de tâches à faible valeur ajoutée mais très consommatrices en main-d'œuvre. La Chine s'est positionnée sur la fabrication de nouveaux biens, notamment en lien avec la transition climatique.

Source : Variances.

[1] Voir : Zhōnghuá Mundus | What is behind China's structural deceleration? (mailchi.mp)

[2] Home | Logistics Performance Index (LPI) (worldbank.org)

[3] Is Manufacturing Destiny? On the Dynamics of Future Sectoral Shares and Development (cgdev.org)

POUR FOURNIR DES SERVICES MARITIMES

Saudi Ports signe 4 contrats avec des investissements dépassant un milliard de riyals

L'Autorité portuaire saoudienne a signé quatre contrats pour fournir des services maritimes dans huit ports affiliés à l'Autorité, avec des investissements du secteur privé dépassant un milliard de riyals, avec les deux sociétés Zamil Marine Services et Naghi Marine Works.

L'Autorité a déclaré dans un communiqué que ces contrats ajouteront 27 remorqueurs marins et 17 autres nouveaux navires, attireront de nouvelles compagnies maritimes et feront progresser le secteur portuaire, conformément aux normes internationales les plus élevées.

Elle a indiqué que les contrats amélioreront également de 45% les indicateurs de performance les plus importants liés au temps des opérations d'assistance aux opérations de remorquage dans les huit ports.

L'autorité a ajouté que les contrats visent également à permettre au secteur maritime saoudien d'atteindre des positions avancées dans les classifications et indicateurs mondiaux en fournissant un groupe de services maritimes de base tels que les opérations de remorquage et de pilotage, et l'accostage dans la zone de mouillage et d'amarrage, en plus d'un ensemble de services maritimes supplémentaires tels que la plongée, le sauvetage, la lutte contre la pollution et les incendies, le transport des équipages et des marins, l'approvisionnement en carburant des navires et l'entretien des remorqueurs et des unités maritimes.

Le communiqué explique que les contrats pour les services maritimes dans les huit ports sont répartis entre Zamil Marine Services Company pour fournir des services maritimes dans le port de Djeddah, le port de Jizan, le port de Ras Al-Khair, le port industriel du roi Fahd à Jubail et le port commercial de Jubail. Tandis que Naghi Marine Works Company est chargée de fournir des services maritimes dans le port King Abdelaziz à Dammam, le port commercial de Yanbu et le port industriel King Fahd à Yanbu Q.

POUR LA TOUTE PREMIÈRE FOIS EN 2023

Les ventes immobilières à Dubaï devraient dépasser les 400 milliards de dirhams

W Capital, une société de courtage immobilier, a déclaré que les ventes annuelles de biens immobiliers à Dubaï sont sur le point d'enregistrer une nouvelle valeur record dépassant pour la première fois 400 milliards de dirhams au cours de l'année en cours, selon les données du Département foncier de l'émirat.

L'expert immobilier Walid Al Zarouni, président du conseil d'administration de W Capital, a indiqué que la valeur des ventes immobilières depuis le début de l'année 2023 jusqu'à aujourd'hui s'est élevée à plus de 393 milliards de dirhams, soit le niveau historique le plus élevé enregistré au cours de l'année après avoir réalisé plus de 127 000 transactions. Il devrait dépasser, d'ici la fin de l'année, les 400 milliards de dirhams.

Al-Zarouni s'attend, selon le communiqué de la société, à ce que la dynamique historique du marché immobilier à Dubaï se poursuive au cours de la prochaine année après une croissance significative en 2023, alors que le secteur s'approche à entrer dans la quatrième année de hausses de prix successives.

Pour Al Zarouni, « ce sera également une question de temps pour savoir si l'année prochaine sera en mesure de battre ou non ce record actuellement enregistré, car la demande devrait continuer de croître et les prix augmenteront également, rendant le marché immobilier de Dubaï un terrain fertile pour les investissements de toutes les nationalités. »

Il a déclaré que Dubaï offre un environnement législatif qui prend en compte les droits de tous et maintient la discipline des ci-



toyens et des étrangers sans discrimination, en plus de la rapidité

des règlements des litiges, qui augmente la confiance des investis-

ELLE AUGMENTE LA TAILLE DE SA FLOTTE A 33 AVIONS Koweït Airways reçoit son dernier avion Airbus A320neo

Koweït Airways a annoncé dimanche avoir reçu son neuvième et dernier avion Airbus A320neo, portant sa flotte à 33 appareils. La compagnie a indiqué dans un communiqué de presse que l'avion, baptisé Borgan, était arrivé au Koweït jeudi dernier en provenance de l'usine Airbus de la ville française de Toulouse.

Le communiqué cite Abdelmohsen Al-Faqaan, président du conseil d'administration de la société, affirmant que l'avion contient les dernières technologies et se caractérise par de faibles coûts de carburant, ce qui contribuera de manière significative à continuer d'atteindre les objectifs souhaités par la société dans le cadre de son plan d'expansion stratégique.

Il a ajouté : « Avec l'arrivée de l'avion, la flotte de Koweït Airways passe à 33 avions, dont trois avions (Airbus A330-200), 7 avions (Airbus A320-200CEO), 10 avions (Boeing B777-300ER) et 9 avions (Airbus A320neo) et 4 avions (Airbus A330-800). »

Al-Faqaan a déclaré que l'accord de restructuration de la flotte que Koweït Airways a signé avec Airbus en février 2022 prévoyait la réception de six avions A321neo d'une capacité de 169 sièges et de trois avions Airbus A321neo-LR de même capacité et caractérisés par des spécifications techniques élevées et des équipements modernes.

seurs et les motive à rechercher la résidence permanente. En plus d'appliquer les meilleures pratiques et la législation du marché immobilier, Dubaï réglemente les processus de propriété, de vente ou de location sur plan.

Il a souligné que les dernières évaluations concernant les perspectives de ventes immobilières à Dubaï indiquent que les principaux marchés immobiliers résidentiels de l'émirat pourraient rester au centre de l'attention des investisseurs au cours de l'année 2024, car Dubaï restent une destination pour les investisseurs souhaitant obtenir des prix abordables, des opportunités d'investissement avec de bons retours sur investissement à long terme. Walid Al-Zarouni s'attend à ce que cette dynamique se poursuive, avec une augmentation du volume des transactions, une croissance de la demande de propriétés prêtes à l'emploi, des contraintes d'offre persistantes et un pourcentage élevé d'acheteurs et d'investisseurs « au comptant » moins sensibles aux pressions inflationnistes et à la hausse des intérêts et taux par rapport aux acheteurs financés par une hypothèque.

POUR FINANCER UN PROJET D'EAUD'UNE VALEUR DE 300 MILLIONS DE DOLLARS

L'Irak signe un accord de prêt avec le Japon

L'Irak a signé un accord de prêt d'une valeur de 300 millions de dollars de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) pour financer un projet visant à améliorer l'approvisionnement en eau de la ville de Samawah, dans le gouvernorat de Methanna, dans le sud du pays. En effet, le ministre des Finances, Taïf Sami, a déclaré qu'« un prêt a été signé pour un projet visant à améliorer l'approvisionnement en eau à Samawah pour plus de 45 milliards de yens, soit l'équivalent

d'environ 300 millions de dollars, dans le but d'approvisionner la population du gouvernorat en eau potable ».

Il a ajouté que « le projet contribuera au développement de la quantité d'eau potable dans le gouvernorat et à l'utilisation efficace des ressources en eau à travers la création d'usines de traitement de l'eau et de dessalement dans la ville de Samawah, en plus de l'installation de conduites d'eau depuis le réseau principal et station de pompage secondaire ». Le projet vise à fournir de

l'eau potable à la population de Samawah, à travers la création de la première usine de traitement d'eau à grande échelle dans le gouvernorat. Une fois terminé, le projet sera en mesure d'approvisionner la population locale en eau pendant plus de 12 heures par jour. Jusqu'à présent, le Japon a accordé des prêts de la JICA pour construire environ 30 grands projets d'infrastructure en Irak, et cinq projets sont proposés, dont un projet de prêt en deux étapes pour l'année 2024.

L'AMBASSADEUR AMÉRICAIN À BAGDAD

Nous continuerons à fournir des services en dollars à l'Irak

L'ambassadrice américaine en Irak, Alina Romanowski, a déclaré que son pays continue de fournir des services en dollars américains à l'Irak dans l'intérêt de la stabilité économique.

Elle a confirmé que les banques irakiennes nouant des relations avec leurs homologues internationaux constituent une étape positive. L'agence de presse irakienne a cité un responsable gouvernemental en novembre dernier disant qu'un accord avait été conclu avec la partie amé-

ricaine pour augmenter les soldes de dix banques irakiennes en dollars, selon l'agence de presse du monde arabe.

Le responsable avait expliqué à l'époque que les soldes de cinq banques seraient renforcés par l'intermédiaire de Citibank et de cinq autres banques par l'intermédiaire de JP Morgan. Il convient de noter que les banques irakiennes ont importé 255 millions de dollars en deux semaines, selon les dernières statistiques fournies par la Banque centrale d'Irak.

Un responsable irakien a confirmé qu'« un certain nombre de demandes d'importation de dollars sont en cours d'audit et d'exécution, et d'autres montants devraient arriver dans les prochains jours ».

Il a souligné que le processus d'importation de tous types de devises, y compris le dollar américain, se déroule à la lumière de l'autorisation accordée par la Banque centrale à toutes les banques irakiennes de répondre aux besoins de leurs clients en devises étrangères ».

GHANA

L'exploitation minière illégale menace la filière cacao

Le Ghana, deuxième producteur mondial de cacao, est confronté à des risques croissants pour sa récolte de fèves en raison des mineurs illégaux et des contrebandiers, selon des responsables de l'industrie, des agriculteurs et des écologistes.

Alors que le Ghana traverse l'une des pires crises économiques de son histoire avec une inflation à 26,4% en novembre, l'exploitation minière illégale, connue localement sous le nom de "galamsey", pose un problème majeur pour la culture du cacao, l'un des piliers de l'économie nationale aux côtés de l'or et du pétrole. "Au cours des cinq dernières années, nous avons connu de graves destructions dans les exploitations de cacao en raison des activités des mineurs illégaux", a déclaré à l'AFP Michael Kwarteng, directeur chargé des activités de lutte contre l'exploitation minière illégale à l'office ghanéen du cacao (COCOBOD). "Cela a atteint une proportion alarmante", insiste-t-il. Face à la crise économique, un nombre croissant de producteurs revendent leurs terres à des mineurs illégaux, comme Rita Abena Koranteng, 45 ans, cultivatrice de cacao à Suhum, dans la région orientale du Ghana, qui a cédé deux de ses terrains à son oncle pour qu'il en exploite le sous-sol. "Chaque mois, il me verse 500 dollars et je suis heureuse, car je n'aurais jamais pu gagner autant d'argent avec mon activité de cacaocultrice", explique-t-elle. "Je sais que certains de mes collègues producteurs de cacao de la région occidentale et d'autres endroits sont passés à la plantation d'hévéas parce que le cacao ne leur rapporte pas assez", soutient-elle.

Le gouvernement, qui achète l'intégralité de la production du pays avant de la revendre à des sociétés privées, a consenti cette année une augmentation de 63% du prix payé aux producteurs, mais cela ne suffit pas à les dissuader de vendre leurs terres à des fins d'exploitation minière non déclarée. Actuellement, il achète la tonne de cacao à 1 822 dollars (1 670 euros) aux producteurs. "Jusqu'à présent, les terres perdues à cause de l'exploitation minière illégale représentent 2% de la surface totale de culture du cacao au Ghana. Nous ne pouvons plus permettre que cela continue", s'inquiète Michael Kwarteng. Selon le COCOBOD, le Ghana a récolté 1 million de tonnes de cacao entre 2020 et 2021. Mais ce chiffre tombe à 750 000 tonnes pour la récolte de 2022-2023 et sa prévision pour 2023-2024 oscille entre 650 000 et 700 000 tonnes en raison de l'impact des activités illicites. Outre la perte de terres agricoles, les activités minières contribuent également à la pollution des cours d'eau et nappes phréatiques en raison de l'utilisation de produits chimiques pour l'extraction. Obed Owusu-Addai, chargé de campagne à EcoCare Ghana, une organisation qui milite pour le bien être des agriculteurs, estime que le gouvernement doit encore améliorer les prix et le niveau de vie des agriculteurs. "Nous sommes assis sur une bombe à retarde-

ment en tant que pays", s'alarme-t-il. "Si ce problème n'est pas résolu immédiatement, nous finirons par perdre la plupart de nos terres au profit de l'exploitation minière illégale", ajoute-t-il. Benjamin Tei Larweh, directeur adjoint de la communication au COCOBOD, indique que l'organisation a commencé à offrir des récompenses en espèces aux personnes qui signalent de l'exploitation minière illégale sur les terres cacaoyères, mais aussi la contrebande de fèves, un autre problème pour le secteur. "En 2022, le Ghana a perdu environ 150 000 tonnes métriques de fèves de cacao en raison de la contrebande avec nos voisins, ce qui représente un revenu colossal de 600 millions de dollars qui s'est envolé", précise-t-il. Autre défi pour la filière : le changement climatique, qui a aussi un fort impact sur la culture de cacao. Six grandes régions du Ghana cultivent la précieuse fève : les régions de l'Est, d'Ashanti, de Brong Ahafo, du Centre, de la Volta et de l'Ouest. Mais en raison de la fluctuation des précipitations et de la baisse de la fertilité des sols, la production s'est déplacée vers l'ouest. La région occidentale est aujourd'hui le principal producteur de cacao du Ghana, avec 43% du total.

EN PIB PAR HABITANT AVEC CORRECTION PPA

Classement des pays les plus riches en Afrique en 2023

Global Finance estime que le PIB par habitant corrigé des différences de pouvoir d'achat représente le meilleur indicateur pour évaluer les richesses des différents pays du monde et effectuer des comparaisons entre eux. Les Seychelles sont le pays le plus riche d'Afrique en 2023, selon un classement publié début décembre par le magazine britannique Global Finance qui se base sur le produit intérieur brut par habitant (PIB par habitant) en parité de pouvoir d'achat (PPA). L'archipel situé dans l'océan Indien, au large de l'Afrique de l'Est, occupe le 56^e rang dans le classement qui couvre 193 pays à travers le monde, avec un PIB par habitant corrigé des différences de pouvoir d'achat de 39 662 dollars. Avec un PIB par habitant en PPA de 29 164 dollars, l'île Maurice occupe le deuxième rang à l'échelle africaine (66^e rang mondial), devant la Libye (24 559 \$), le Botswana (19 398 \$) le Gabon (19 197 \$), la Guinée Equatoriale (18 510 \$), l'Egypte (16 979 \$), l'Afrique du Sud (16 091 \$) et l'Algérie (13 507 \$). La Tunisie ferme, quant à elle, le top 10 africain avec un PIB par habitant en PPA de 13 270 dollars (voir le classement complet des pays africains ci-dessous).

Global Finance a expliqué que le PIB d'une nation, c'est-à-dire la somme de tous les biens et services produits par un pays au cours d'une année, ne permet pas de dresser la liste des pays les plus riches du monde, étant donné qu'il ne mesure pas la répartition des richesses. Pour obtenir une représentation plus précise des conditions de vie des populations, il faut diviser le PIB d'un pays par le nombre de ses habitants. « Le PIB par habitant et son taux de croissance nous en disent beaucoup plus sur la richesse sociale potentiellement disponible pour chaque personne et sur le fait que cette richesse augmente ou diminue au fil du temps », souligne le mensuel notant que cet indicateur est d'autant plus pertinent qu'il introduit la correction dite de la PPA (parité pouvoir d'achat) pour comparer plusieurs pays. Cette correction tient en effet, compte des différences de pouvoir d'achat entre les différentes monnaies. A l'échelle mondiale, les pays les plus riches du monde sont dans l'ordre, l'Irlande (PIB par habitant en PPA de 145 196 \$), le Luxembourg (142 490 \$), Singapour (133 895 \$). Viennent ensuite le Qatar, Macao, les Emirats arabes unis, la Suisse, la Norvège, les Etats-Unis et Saint-Marin.

TCHAD

Adoption de sa nouvelle constitution avec 86% de "OUI"

Les Tchadiens ont approuvé avec 86 % des voix le projet de nouvelle Constitution soumis par la junte militaire au pouvoir depuis deux ans et demi, à l'issue d'un référendum que l'opposition avait appelé à boycotter et dont elle conteste les résultats. D'après les résultats provisoires du référendum du 17 décembre, le "oui" l'a emporté avec 86 % des voix tandis que le "non" a obtenu 14 % des suffrages avec un taux de participation à 63,75 %, a indiqué dimanche la Commission nationale chargée de l'organisation du référendum constitutionnel (Conorec). Ce référendum constitue une étape-clé vers le retour au pouvoir

aux civils promis par la junte militaire et finalement repoussé à fin 2024. La Conorec s'est félicitée de la bonne tenue du vote ne relevant que des "dysfonctionnement mineurs". La nouvelle Constitution qui prône "un État unitaire et décentralisé" ne diffère pas de celle précédemment adoptée, le chef de l'État concentrant toujours l'essentiel du pouvoir et l'autorise à se présenter aux prochaines élections. "Les Tchadiens ont voté pour l'État unitaire fortement décentralisé à 86%. Cependant, il faudrait aussi écouter les 14 % des Tchadiens qui ont voté non à travers le message qu'ils veulent porter", a relevé le

porte-parole de la coalition pour le oui. L'opposition, qui avait appelé à boycotter le scrutin, a aussitôt contesté les résultats. "Ils ont transformé les résultats, montés depuis longtemps pour les rendre publics aujourd'hui. C'est une honte pour le pays" dénonce auprès de l'AFP Yoyana Banyara, président du Bloc Fédéral qui a appelé à voter non au scrutin. Cette frange de l'opposition prône le fédéralisme. Pour Max Kemkoye, le président du Groupe de concertation des acteurs politiques (GCAP) qui appelait au boycott, "le taux de participation serait moins (élevé, ndlr) que ce que la Conorec a annoncé. Tout le monde a vu le jour

du vote que le boycott a été respecté." Jacques Anacle, un fonctionnaire à la retraite, estime lui aussi que "c'est un résultat tronqué, car tout le monde a constaté le boycott et le manque d'engouement le jour du scrutin", déclare t-il à l'AFP, évoquant un faux résultat qui est loin de la réalité Mahamat Issa, un professeur de français au lycée rencontré par l'AFP à N'Djamena dit, lui, espérer que "des réponses aux préoccupations (...) pour le bénéfice de l'ensemble des Tchadiens" seront apportées.

RDC

Le président Tshisekedi inaugure le centre financier de Kinshasa

Kinshasa, ces tours sont sorties de terre en un temps record. Le Président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, a inauguré cet imposant Centre financier ce mardi 19 décembre. Ce complexe moderne, fruit de la coopération entre la RDC et la Turquie, est composé de quatre tours de 21 niveaux abritant les ministères des Finances, du Budget, un palais des congrès, un auditorium et un hôtel 5 étoiles. Coût total du projet : 290 millions de dollars, aménagement compris. Le maître d'œuvre est l'entreprise Milvest, filiale de la holding turque Miller. Selon son PDG Tuthan Mildon, ce chantier a permis aux Turcs de travailler main dans la main avec les Congolais, et rapprocher les deux peuples. Au delà de la transformation de ce quartier de Kinshasa, Ankara s'est beaucoup investi à l'échelle de l'Afrique ces deux dernières décennies, pour développer des liens diplomatiques mais aussi économiques. Des entreprises turques ont par exemple construit une mosquée au Ghana, des stades au Rwanda ou au Sénégal, mais aussi des aéroports à travers le continent.

JAPON

La Bourse de Tokyo termine en territoire positif

Cet article, en accès libre, est produit par l'équipe de recherche en analyse et stratégie boursière de BFM Bourse. Pour ne manquer aucune opportunité, consultez l'intégralité des analyses et découvrez nos portefeuilles en accédant à notre espace Privilèges.

«Un indice PCE (mesure favorite de la Banque centrale américaine, NDLR) modéré figure probablement en haut de la liste de Noël des investisseurs», a commenté Stephen Innes dans une note de SPI Asset Management. «Heureusement, fidèle à sa générosité, le Père Noël a exaucé ce souhait, permettant aux traders de pousser un grand soupir de soulagement inflationniste pour la fin de l'année», a-t-il ajouté. La Bourse de Hong Kong était fermée le jour de Noël, tout comme les marchés européens et Wall Street.

Interruptions chez Toyota et Daihatsu
Le géant automobile Toyota (+0,83%) aurait décidé de suspendre les livraisons vers plusieurs pays d'Asie du Sud-Est de six modèles de véhicules dont la production implique sa filiale Daihatsu, a rapporté le quotidien Yomiuri ce week-end sans citer de sources, après le vaste scandale de falsification de tests

de sécurité de Daihatsu révélé la semaine dernière.Selon le Yomiuri, les livraisons seront suspendues à destination de la Thaïlande, l'Indonésie, la Malaisie, le Vietnam et le Cambodge. Les véhicules affectés ne représentent que 5% de la production de Toyota en Asie et ne devraient donc pas avoir d'impact significatif sur ses résultats, selon le Yomiuri. Plusieurs médias rapportaient par ailleurs la décision de Daihatsu de suspendre la production dans ses quatre usines au Japon d'ici mardi et jusqu'à fin janvier prochain. Contacté par l'AFP, le groupe n'avait pas immédiatement confirmé ces informations.

«Extra life» pour le jeu vidéo en ligne
Certaines valeurs japonaises liées au jeu vidéo en ligne ont rebondi lundi après que Pékin a dit envisager de revoir les nouvelles restrictions qu'elle entend instaurer sur les jeux vidéo en ligne, qui avaient fait plonger les valeurs du secteur affectées par ce projet.

Nexon a bondi de 5,42% et Koei Tecmo a gagné 1,99%.
Remontée du yen
Le yen était quasi-stable face au dollar, un dollar valant 142,45 yens vers 07H00 GMT contre 142,41 yens vendredi à 21H00 GMT.

L'euro remontait à 156,90 yens contre 156,84 yens en fin de semaine dernière. La monnaie japonaise était stable face au billet vert, à raison d'un euro pour 1,1015 dollar contre 1,1014 dollar vendredi. Le marché du pétrole était fermé lundi en raison des fêtes de Noël.

CAC 40 : L'optimisme perdure avant la fin d'année

Porté par la détente des rendements obligataires et les propos accommodants des banquiers centraux, qui ont ouvert la voie à des baisses de taux l'année prochaine, avec l'apaisement des tensions inflationnistes, le CAC40 a inscrit un nouveau record absolu mi-décembre. Ce dernier consolide désormais à proximité de ses plus hauts, à l'approche des fêtes de fin d'année et en l'absence de nombreux opérateurs. L'optimisme reste pour le moment de mise et il faudra vraisemblablement attendre début janvier pour le retour de la volatilité. Graphiquement, la tendance demeure haussière sur les différentes échelles de temps, à l'image de la moyenne mobile à 20 jours qui joue le rôle de soutien. A très court terme, seule un retour sous les 7500 points militerait pour une consolidation de plus forte ampleur en direction des 7380 points dans un premier temps.

POINT MARCHÉS

Clôture Wall Street finit en ordre dispersé avant les fêtes

La Bourse de New York a fini en ordre dispersé vendredi, à la veille d'un long weekend de festivités, alors que les prix aux Etats-Unis ont reculé en novembre pour la première fois en trois ans et demi, selon des données publiées par le département du Commerce. L'indice Dow Jones a cédé 0,05%, ou -18,38 points, à 37.385,97 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a pris 7,88 points, soit 0,17% à 4.754,63 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 29,11 points (0,19%) à 14.992,973. Le rallye de Noël des marchés actions est alimenté par les annonces de la Fed, qui a décidé la semaine dernière de maintenir ses taux inchangés, tandis que son président Jerome Powell a laissé entendre que le coût du crédit devrait baisser l'an prochain. La publication vendredi de l'indicateur PCE des prix aux Etats-Unis, mesure préférée de l'inflation par la Fed, a renforcé cette perspective puisque les prix ont reculé en novembre pour la première fois depuis plus de trois ans et demi, permettant à l'inflation de revenir en dessous des 3% en rythme annuel. Les trois indices ont connu une huitième semaine consécutive dans le vert, avec notamment un S&P-500 qui a enregistré sa meilleure performance hebdomadaire depuis 2017, tandis que le Nasdaq et le Dow Jones connaissent leur plus forte hausse hebdomadaire depuis 2019. Côté valeurs, l'action de Nike a chuté après que l'équipementier a abaissé

ses prévisions à cause d'une plus grande prudence des consommateurs.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN					
Cours du : 25 Décembre 2023					
Valeur : 27 Décembre 2023					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.1113	134.1263
1	EUR	EURO		147.6565	147.6999
1	GBP	POUND STERLING		170.2352	170.3191
100	JPY	JAPANESE YEN		94.2124	94.2428
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7865	18.7889
1	CHF	SWISS FRANC		156.5806	156.6530
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		101.1474	101.2121
1	DKK	DANISH KRONE		19.8111	19.8165
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.3829	13.3872
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.0017	13.2689
1	AED	UAE DIRHAM		36.5137	36.5278
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.7497	35.7613
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.1343	436.8935
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.3703	43.8062
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5318	13.5333
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4357	27.5764
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5311	3.5315
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.9975	179.9975

Les actionnaires étrangers suspendent leur participation au projet russe Arctic LNG 2-

Les actionnaires étrangers du projet russe de gaz naturel liquéfié (GNL) Arctic LNG 2 ont suspendu leur participation en raison des sanctions contre Moscou, renonçant ainsi à leurs responsabilités en matière de financement et d'exécution des contrats d'enlèvement de GNL, a rapporté le quotidien Kommersant lundi. Ce projet est un élément clé de la stratégie de la Russie sur le marché mondial du GNL où elle veut augmenter sa part de marché de 8% à 20% d'ici 2030. Les États-Unis ont imposé le mois dernier des sanctions sur le projet Arctic LNG 2, dont la production devait démarrer avant la fin de cette année ou au début de 2024.Le français TotalEnergies, les majors étatiques chinoises CNOOC et China National Petroleum Corp (CNPC), ainsi qu'un consortium composé des sociétés japonaises Mitsui and Co et JOGMEC - qui détiennent chacun une participation de 10% - ont déclaré un cas de force majeure concernant leur participation au projet, a rapporté Kommersant, citant des sources au sein du gouvernement russe. Le projet est contrôlé par Novatek, le plus grand producteur russe de GNL avec une participation de 60%. Novatek, CNOOC, JOGMEC et Total n'ont pas répondu à des demandes de commentaire dans l'immédiat. CNPC et Mitsui ont refusé de commenter. Selon le quotidien, la suspension de la participation pourrait conduire Arctic LNG 2 à perdre ses contrats à long terme sur l'approvisionnement en GNL, tandis que

Novatek devra financer le projet par ses propres moyens et vendre le gaz sur le marché au comptant. Les investissements initiaux dans le projet Arctic LNG 2 s'élevaient à 21 milliards de dollars. Le projet a déjà rencontré des difficultés pour lever des fonds à la suite des sanctions occidentales contre la Russie. Les sanctions ont également conduit Novatek à envoyer des notifications de force majeure à certains de ses clients concernant les futurs approvisionnements en GNL d'Arctic LNG 2, ont déclaré des sources industrielles à Reuters la semaine dernière. L'Union européenne pourrait également imposer des restrictions sur les livraisons de GNL de la Russie. Un responsable industriel basé à Pékin et ayant une connaissance directe du dossier a dit à Reuters la semaine dernière que CNPC et CNOOC avaient tous deux demandé au gouvernement américain des exemptions de sanctions pour Arctic LNG 2. La production devrait commencer au début de l'année 2024 et les premiers méthaniers prendre la mer au premier trimestre de la même année, avait dit Novatek. Mais des sources industrielles affirment que les livraisons commerciales de GNL sont désormais attendues au plus tôt au deuxième trimestre 2024.Un cas de force majeure peut être déclaré lorsqu'un fournisseur n'est pas en mesure de livrer ses clients en raison de circonstances indépendantes de sa volonté. Dans ce cas, il doit en informer l'autre partie et lui fournir une explication.

L'ALLEMAGNE EN CRISE

Berlin va suspendre son plafond de déficit

Pour la quatrième année consécutive, le gouvernement allemand souhaite suspendre la règle de limitation du déficit public pour faire face à la crise budgétaire

L'Allemagne se prépare à suspendre pour la quatrième année consécutive sa règle de stricte limitation du déficit public pour tenter de résoudre une grave crise budgétaire et politique nationale, suite à un rappel à l'ordre des juges constitutionnels. Le gouvernement «va présenter un collectif budgétaire» pour «sécuriser» les dépenses prévues cette année, a indiqué jeudi à la presse le ministre libéral des Finances, Christian Lindner. Il a ajouté sur son compte X (ex-Twitter) vouloir pour cela invoquer «une situation d'urgence» en 2023, condition requise pour à nouveau suspendre la règle constitutionnelle dite du "frein à l'endettement", qui limite le déficit public du pays à 0,35% du PIB. Suspendu déjà entre 2020 et 2022 en raison de la pandémie de Covid, ce frein à l'endettement devait de nouveau être respecté cette année. Ce ne sera plus le cas. Le montant du collectif budgétaire va atteindre environ 40 milliards d'euros, selon le magazine Der Spiegel, ce qui devrait presque doubler le montant prévu du déficit du gouvernement, à 85 milliards d'euros. Berlin doit faire face à une profonde crise provoquée par un arrêt



retentissant de la Cour constitutionnelle la semaine dernière. La plus haute juridiction du pays a annulé le transfert de 60 milliards d'euros de crédits inutilisés - provenant notamment d'un fonds lié à la pandémie de Covid-19 - dans un programme dédié à des investissements verts et un soutien à l'industrie. Cette décision a plongé la coalition gouvernementale du chancelier Olaf Scholz dans le désarroi, de nombreux projets clés d'avenir se retrouvant menacés, notamment la transition énergétique du pays.

Frein aux prix de l'énergie
La solution trouvée - un nouveau dépassement du plafond de déficit national - constitue un revers notamment pour le ministre des Finances, qui avait promis en début d'année le retour de la rigueur. Le frein à l'endettement «n'est pas seulement une exigence de la Loi fondamentale (constitution), mais aussi un signal de politique budgétaire clair pour lutter contre l'inflation adressé aux marchés et aux partenaires européens», claironnait alors le ministre. Ses plans sont désormais caducs et le budget complé-

mentaire prévu désormais inclura principalement des dépenses voulues par son collègue de l'Economie, le vice-chancelier Robert Habeck, du parti des Verts, à savoir un très coûteux mécanisme pour freiner les prix de l'électricité et du gaz pour les ménages et entreprises. Cet élément est jugé vital pour l'Allemagne, qui a prospéré pendant des années grâce aux importations d'énergie russe bon marché, aujourd'hui stoppées. Ces dépenses ont été pour le moment gelées par le ministère des Finances suite au rappel à l'ordre des juges suprêmes. Le gel ne s'applique pas en revanche au fonds spécial doté depuis février 2022 de 100 milliards d'euros pour moderniser l'armée allemande, suite à la guerre d'invasion russe en Ukraine. Les deux chambres du Parlement devront encore approuver la nouvelle initiative budgétaire du gouvernement de coalition.

Nouvelles élections?
La priorité du ministre des Finances est désormais de vouloir «clarifier les choses» pour l'année en cours afin de pouvoir clore les discussions sur le budget 2024. Ces dernières, dans une impasse, ont été repoussées sine die mercredi par le gouvernement.

SUISSE ET ROYAUME-UNI

Ils veulent rapprocher leurs places financières

Les ministres concernés ont signé à Berne un accord de reconnaissance mutuelle. Après deux ans de négociations, la Suisse et Londres facilitent l'accès à leurs marchés financiers respectifs. Karin Keller-Sutter et son homologue britannique Jeremy Hunt ont signé à Berne un accord de reconnaissance mutuelle dans le domaine des services financiers. Après deux ans de négociations, la Suisse et Londres facilitent l'accès à leurs marchés financiers respectifs. C'est la première fois que deux États reconnaissent mutuellement l'équivalence de leur cadre de réglementation et de surveillance dans certains segments du secteur financier, annonce jeudi le Département fédéral des finances (DFF). L'accord doit aussi accroître la compétitivité du secteur financier suisse, affirme la cheffe du DFF en conférence de presse.

Un accord spécial en comparaison internationale
Le «Berne Financial Services Agreement» porte sur les banques, les services d'investissement, les assurances, la gestion de fortune et les infrastructures

des marchés financiers pour la clientèle professionnelle. Par son approche et son champ d'application, il se démarque sur le plan international, ont insisté les deux parties. L'accord conclu à Berne avec la Suisse est également très avantageux pour la City de Londres, le quartier financier de la capitale britannique, l'une des places financières les plus importantes du monde, a déclaré Jeremy Hunt. Après le Brexit, on a assisté à un exode des établissements financiers de Londres. Cet accord post-Brexit concrétise la déclaration en faveur d'un rapprochement des deux places financières conclue en juin 2020 entre Ueli Maurer et le chancelier de l'Échiquier de l'époque, Rishi Sunak. Le Conseil fédéral doit maintenant rédiger un message, qu'il soumettra aux Chambres. L'accord devra être approuvé par les parlements des deux pays.

Des affaires transfrontalières
Concrètement, dans le domaine de la gestion de fortune, les banques suisses obtiennent un accès

à la clientèle britannique fortunée. Les prestataires suisses pourront à l'avenir fournir directement des prestations transfrontalières aux clients privés britanniques dont la fortune dépasse 2 millions de livres sterling (environ 2 millions de francs au cours actuel). Pour les banques britanniques, les activités transfrontalières en Suisse sont déjà possibles dans une large mesure, ce qui est explicitement mentionné dans l'accord. Ils peuvent, sous certaines conditions, servir temporairement des clients privés fortunés localement sans avoir à s'enregistrer en Suisse. Sur le front de l'assurance, la convention doit permettre aux sociétés britanniques de fournir des services transfrontaliers dans certains segments de l'assurance non-vie aux grands clients commerciaux. Mais les assurances accidents, maladie, responsabilité civile automobile et tous les types d'assurance jouissant d'un monopole en sont exclues.

APRÈS AVOIR FAIT PANIQUER LA BOURSE

La Chine pourrait réviser son projet de restrictions sur les jeux en ligne

Les annonces de mesures présentées vendredi comme nécessaires pour lutter contre les phénomènes d'addiction ont provoqué la fuite de dizaines de milliards de dollars de capitalisation pour les géants de l'industrie, comme Tencent. Pékin songe à revoir sa copie. La Chine envisage de revoir les nouvelles restrictions qu'elle entendait instaurer sur les jeux vidéo en ligne, a indiqué la télévision d'Etat CCTV samedi, au lendemain d'une tourmente boursière qui a fait plonger les valeurs du secteur affectées par ce projet. L'Empire du Milieu est le

premier marché mondial du jeu vidéo et l'annonce vendredi de ces mesures, destinées à lutter contre les phénomènes d'addiction, a secoué le monde de la tech, qui a vu s'envoler des dizaines de milliards de dollars de capitalisation. Numéro un mondial du secteur, le géant chinois Tencent a vu son action plonger de plus de 12% à la clôture de la Bourse de Hong Kong. «Au vu des inquiétudes et avis émis par toutes les parties», les autorités chinoises «vont étudier prudemment» les nouvelles mesures envisagées, «les revoir et les améliorer», selon CCTV. Les ré-

gulateurs pourraient modifier des termes dans le projet qui prévoient de plafonner le rechargement des comptes des joueurs et la capacité des utilisateurs à se connecter chaque jour, ajoute CCTV.

On avait cru à un assouplissement, mais...
Les premières mesures de Pékin régulant le secteur du jeu vidéo datent de 2021, dans le cadre d'une répression sur le secteur de la tech, avec notamment une limitation stricte du temps que les mineurs peuvent passer en ligne à jouer. La fin du gel dans l'attribu-

tion des licences avait laissé penser que Pékin relâcherait son étreinte sur l'industrie des jeux vidéo. Mais dans sa version actuelle, le projet des autorités de régulation annoncé vendredi est destiné à limiter les achats de jeux en ligne et à prévenir les comportements addictifs. Le projet de règlement réitère par ailleurs l'interdiction de contenus de jeux en ligne qui «mettent en péril l'unité nationale» ou «la sécurité nationale», ou encore qui «nuisent à la réputation et aux intérêts nationaux».

OFFENSIVE CHINOISE

SUR L'ÉLECTRIQUE
BYD annonce la construction d'une usine en Hongrie

Premier constructeur à passer la barre des 5 millions de véhicules électriques produits, le chinois BYD veut accélérer ses ventes en Europe. Il a annoncé la création d'une usine de production en Hongrie. Premier fabricant mondial sur le créneau de l'électrique, BYD va construire une usine de fabrication de voitures en Hongrie. Le constructeur automobile chinois, qui veut s'étendre sur le marché européen, l'a annoncé ce vendredi. L'entreprise est déjà présente en Hongrie avec notamment une usine de bus électriques. «BYD s'apprête à construire sa première usine de voitures particulières à Szeged, en Hongrie, marquant une étape significative vers la mobilité verte en Europe», a déclaré BYD Europe sur son compte du réseau social X (ex-Twitter). Une annonce qui intervient alors que la Commission européenne a ouvert une enquête en septembre sur les subventions accordées au secteur du véhicule électrique en Chine. Avec la nouvelle usine automobile, le groupe «espère accélérer l'entrée des véhicules de tourisme à énergie nouvelle sur le marché européen, approfondir davantage sa présence mondiale et promouvoir activement la transformation verte des infrastructures énergétiques mondiales», a-t-il indiqué.

Premier constructeur à 5 millions de véhicules électriques
BYD («Build Your Dreams», construisez vos rêves) est l'une des marques de véhicules électriques les plus en vue en Chine. Le groupe, qui compte parmi ses actionnaires Warren Buffett, est devenu ce mois-ci le premier constructeur mondial à franchir la barre symbolique de 5 millions de véhicules électriques produits. Spécialisée à l'origine dans la conception et la fabrication de batteries, la firme s'est diversifiée dans l'automobile à partir de 2003. BYD a arrêté la production de voitures à essence l'année dernière et se concentre désormais exclusivement sur les modèles hybrides et électriques. De nombreux constructeurs étrangers (Tesla, BMW, Mercedes, Audi, Toyota, Ford...) dépendent désormais de BYD pour leurs batteries.

Enquête européenne
Le secteur chinois des véhicules électriques a bénéficié de généreuses subventions à l'achat qui ont permis ces dernières années aux ventes de décoller, tandis que de nombreux constructeurs locaux innovants ont vu le jour pour accompagner cette transition sur le premier marché automobile mondial. L'Union européenne a ouvert une enquête sur les subventions publiques chinoises aux automobiles électriques pour défendre l'industrie européenne face à des «prix artificiellement bas».

NOUVEAUTÉS 2024 ET 2027

Découvrez toutes les futures BMW

BMW X2 et iX2, nouvelle Série 1, M2 CS de 520 ch, les nouveautés de la marque à l'hélice ratisseront large. La plateforme Neue Klasse sera la matrice du nouveau iX3 en 2025. En 2027, la BMW M3 fera coup double pour ne fâcher ni les adeptes du thermique ni les convertis à l'électrique.

2023 fut l'année du restylage des SUV X5 et X6, celle aussi de l'arrivée des limousines Série 5 et i5 ainsi que de la présentation officielle des SUV coupé BMW X2 et iX2. Les quatre années à venir seront chargées pour la marque à l'hélice, faisons le point sur ce qui se trouve encore pour l'instant dans les cartons du côté de Munich.

2024 : X2, iX2, Série 1 et M2 CS...

En mars 2024, la seconde mouture du SUV Coupé BMW X2 arrivera en concessions. La variante 100% électrique BMW iX2 sera disponible au même moment. Au mois de juillet, la berline compacte BMW Série 1 zappera la case du restylage pour passer directement à celle d'une nouvelle génération. Un passage quasi éclair au catalogue pour la rivale des Audi A3 Sportback et Mercedes Classe A, qui fut lancée sur le marché français en septembre 2019, mais cette stratégie est incontournable pour qu'elle puisse offrir une variante 100% électrique, la future BMW i1. Cette quatrième génération portera le code interne F70. A l'instar de la berline dévoilée en 2023, le break BMW Série 5 Touring sera livrable en thermique comme en 100% électrique. Ce dernier sera logiquement baptisé BMW i5 Touring. Le cœur de gamme BMW Série 4, y compris l'exclusive M4 Cabriolet profitera de son restylage de mi- carrière pour adopter les feux diurnes en forme de flèche qui servent idéalement la fonction clignotant. Point d'orgue de la gamme Série 5, la tonitrueante BMW M5 qui sera déclinée en berline comme en break pour ne pas se laisser distancer par l'Audi RS6 adoptera la chaîne de traction hybride éternée par l'imposant SUV BMW XM. Rappelons que ce dernier embarque une cavalerie de 653 ch. Et en ces temps où l'électrification s'invite sous les capots, les puristes seront ravis d'apprendre que l'ultime BMW sportive totalement thermique est dans



les starting-blocks. Il s'agira de la M3 CS dont la puissance grimpera de 460 ch à 520 ch. Un collector a mettre précieusement de côté. Ils salueront également l'arrivée (enfin !) d'une boîte de vitesses manuelle pour le Z4 M40i. Enfin, en août, la quatrième génération du SUV X3 connu en interne sous le code G97 fera son apparition.

2025, les premiers pas de la Neue Klasse...

L'année 2025 sera une année charnière pour BMW puisque la toute nouvelle plateforme baptisée Neue Klasse sera éternée par le SUV iX3. De son côté, la BMW Série 2 Gran

Coupé avancera une nouvelle génération avec un éclairage inspiré par le concept car iVisionCircular dévoilé en septembre 2021 au salon IAA de Munich. En outre, les SUV Coupé BMW X4 et iX4 dérivant logiquement des X3 et iX3 seront, eux aussi, renouvelés. Chez BMW, on remplace les SUV du bas vers le haut. En effet, en 2022, le petit X1 a ouvert le bal, quatre ans plus tard, en 2026, le grand X5 changera, à son tour, de peau et disposera logiquement, lui aussi, d'une version électrique iX5. La version à hydrogène - pour l'instant testée par les forces de l'ordre - devrait également étoffer l'offre. Ce millésime sera aussi l'occasion de voir apparaître une

nouvelle mouture de la gamme Série 8 avec bien évidemment un passage par l'électrification.

2027, l'heure de vérité pour la série 3

En 2027, BMW tentera le pari d'une Série 3 totalement électrique. Un modèle qui viendra dans les roues de la Tesla Model 3. Toutefois afin de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier, la turbulente M3 fera coup double, conservant une version thermique qui sera en conformité avec les normes Euro 7 et, en parallèle, une iM3 totalement wattée qui viendra en renfort

LA NOUVELLE CITROËN C3 ? C'est quitte ou double pour les Chevrons

L'année 2024 sera très importante pour Citroën qui lancera sur le marché sa nouvelle C3. Électrique et thermique, cette quatrième génération a tout d'un quitte ou double pour les Chevrons. Avec sa nouvelle C3, Citroën fait bien plus que renouveler son best-seller. Ce serait pourtant un pari suffisant pour tout constructeur dont un tiers des ventes dépend d'un seul modèle. Mais, depuis son lancement en 2002, et des mues importantes à chaque renouvellement, la C3 n'a guère changé de philosophie. Après des années à rhabiller des Peugeot avec ses AX (1986), puis Saxo (1996), la marque aux chevrons s'était décidée à monter en gamme pour tutoyer les Clio, Peugeot 206/207, Fiesta, Corsa et autres Polo. Vingt ans plus tard, c'est une démarche inverse qu'entreprend Citroën. Et la volonté de sa C3 de se concentrer sur l'essentiel, comme le faisait l'étude Cactus de 2007, tombe à point nommé. Il faut dire que le segment de la petite voiture s'est compliqué : coûts de production, normes, électrification, concurrence... Au point que Ford ne fabrique plus la Fiesta et qu'Opel se contente de rebadger la 208. L'ogre Dacia Sandero est passé par là, devenant la voiture la plus vendue aux particuliers en Europe, tandis que la Yaris impose son hybride.



Parallèlement, l'électrification exigée par l'UE favorise autant les citadines branchées comme des Fiat 500e ou Mini Electric que les offres discount telles des Dacia Spring et MG4.

Dans le sillage la C4 Cactus

Outre ce contexte concurrentiel à la fois fourni et âpre, Citroën a dû recalculer sa position au sein d'un groupe Stellantis dont les 14 marques sont un atout, mais aussi une gageure marketing. D'autant que la composante "prestige" inhérente à l'histoire de Citroën (DS, SM, CX, C6...) a été déléguée à DS Automobiles en 2014. Enfin, cette nouvelle C3, et d'autres nouveautés à sa suite (C3 Aircross, C5 Aircross...), a été définie sous l'égide de Vincent Cobée, patron des Chevrons de l'automne 2019 à mars 2023. Or,

ce polytechnicien diplômé d'Harvard, qui a oeuvré quinze ans chez Nissan, a été le pilote, à partir de 2010, de la relance de Datsun comme label d'entrée de gamme pour le n° 3 japonais. Stoppée depuis, cette tentative visait à dupliquer, côté nippon, un phénomène Dacia qui a tant contribué aux finances de Renault. Autant d'éléments qui font que jamais une C3 n'aura été aussi proche – dans sa philosophie – de ces populaires qui ont marqué l'histoire Citroën (2 CV, Ami 6-8...). Mais avec une variante électrique indispensable à son époque et, en ces temps de contraintes économiques, une réelle attractivité financière. Un atout clé qui avait manqué à la C4 Cactus, alors que, pour le reste, elle avait – déjà – fait le maximum pour revenir à l'essentiel.

BYD SEAL 82 KWH

LES AUTONOMIES, PAR 5 DEGRÉS, DE CETTE CONCURRENTE DE LA TESLA MODEL 3

La BYD Seal compte notamment sur sa grosse batterie de 82 kWh pour assurer de belles autonomie. Quel résultat en plein hiver ? On a vérifié. Pour tenter d'évaluer les autonomie des voitures électriques dans la vraie vie, L'Automobile Magazine a mis au point, voilà plusieurs années, un protocole de mesures légèrement différent des voitures thermiques. Nos simulations de cycles ville, route et autoroute ne changent pas mais nous nous sommes par exemples dotés d'appareils spécifiques pour mesurer la consommation des "zéro émission". Car contrairement au tableau de bord de votre voiture thermique qui se montre relativement fidèle si vous remettez votre consommation à 0 à chaque plein de carburant, les voitures électriques ne vous donnent jamais la totalité des kWh consommés. Au tableau de bord, n'est affichée que la consommation en énergie du moteur électrique en roulant. Sauf que contrairement au thermique, le remplissage du réservoir – ici de la batterie – mange de l'énergie. Celle-ci ne s'évapore pas, elle est tout simplement avalée par le chargeur embarqué – celui de la voiture, pas le câble de recharge – qui, grossièrement, se charge d'absorber l'énergie du réseau pour la transférer dans l'accumulateur. Dans l'opération, des kWh sont perdus. Une énergie que vous ne retrouvez pas dans votre batterie mais que vous payez bien sur votre facture. C'est pourquoi nous mesurons, à l'aide d'un compteur indépendant, la quantité d'énergie remise dans la batterie pour déduire la consommation moyenne de la voiture.

Changement de méthode

Mais, préalable à toutes ces mesures, nous attendions jusqu'ici les températures optimales, c'est-à-dire entre 15 et 25 degrés, pour évaluer de manière équitable et ainsi comparer de façon la plus juste possible les voitures entre elles. Reste que cette volonté de précision et d'équité à ses li-

mites. Car les électriques à mesurer sont de plus en plus nombreuses et nous ne pouvons nous permettre d'effectuer nos mesures pendant seulement 6 mois de l'année. Par ailleurs, vous roulez toute l'année à bord de vos voitures électriques et êtes donc confrontés à l'inévitable perte d'énergie en hiver. C'est pourquoi à compter de 2024, nous effectuerons aussi des vérifications d'autonomie en hiver, afin de nous forger une première impression. A ces chiffres parfois peu flatteurs, il ne faudra pas oublier de rajouter au moins 20 %, soit l'écart que nous avions déjà constaté en comparant les autonomie d'une Renault Zoe et d'une VW Golf hybride rechargeable par temps froid.

Les vrais chiffres de la BYD Seal

Première expérience de cette réorientation : la BYD Seal et sa grosse batterie de 82 kWh. Si vous ne suivez pas activement l'actualité automobile, ce modèle ne vous dit sans doute pas grand-chose. Il s'agit en fait d'une concurrente directe de la Tesla Model 3 produite par le géant chinois BYD. Avec un accumulateur plus important que celui de l'américaine, la Seal accuse 2 245 kg sur la balance en version 4-roues motrices (elle existe aussi en traction). Mais avec 530 ch, ce poids est vite oublié côté performances : 4,2 s pour abattre le 0 à 100 km/h, 25,5 s pour parcourir 1 kilomètre et 4,2 pour passer de 80 à 120 km/h à notre chrono. Mais l'essentiel réside bien évidemment dans les autonomie. Avec des températures situées entre 4 et 5 degrés, nous avons parcouru un peu plus de 350 km en ville, quasiment 320 km sur route et plus de 250 km sur autoroute. Autrement dit, avec des températures clémentes, il faudrait respectivement tabler sur 450, 400 et 310 km. Un bémol toutefois : cette BYD est munie d'une batterie dite LFP, autrement dit une chimie plus sensible au froid que le traditionnel NMC.

AVATAR VIRTUEL ET VOIX DE SYNTHÈSE

Heygen permet de créer sa chaîne ou ses tutos sans rien

HeyGen est une plateforme intéressante qui s'adresse à ceux qui désirent créer une chaîne sur les réseaux sociaux, mais qui n'ont pas envie d'apparaître physiquement devant l'objectif.

La clientèle inclut également, comme le scandale le slogan de la plateforme, ceux qui n'ont ni matériel vidéo ni équipe. Bref, ici vous pourrez créer des vidéos sans apporter autre chose que vos idées et votre texte.

Un accès gratuit

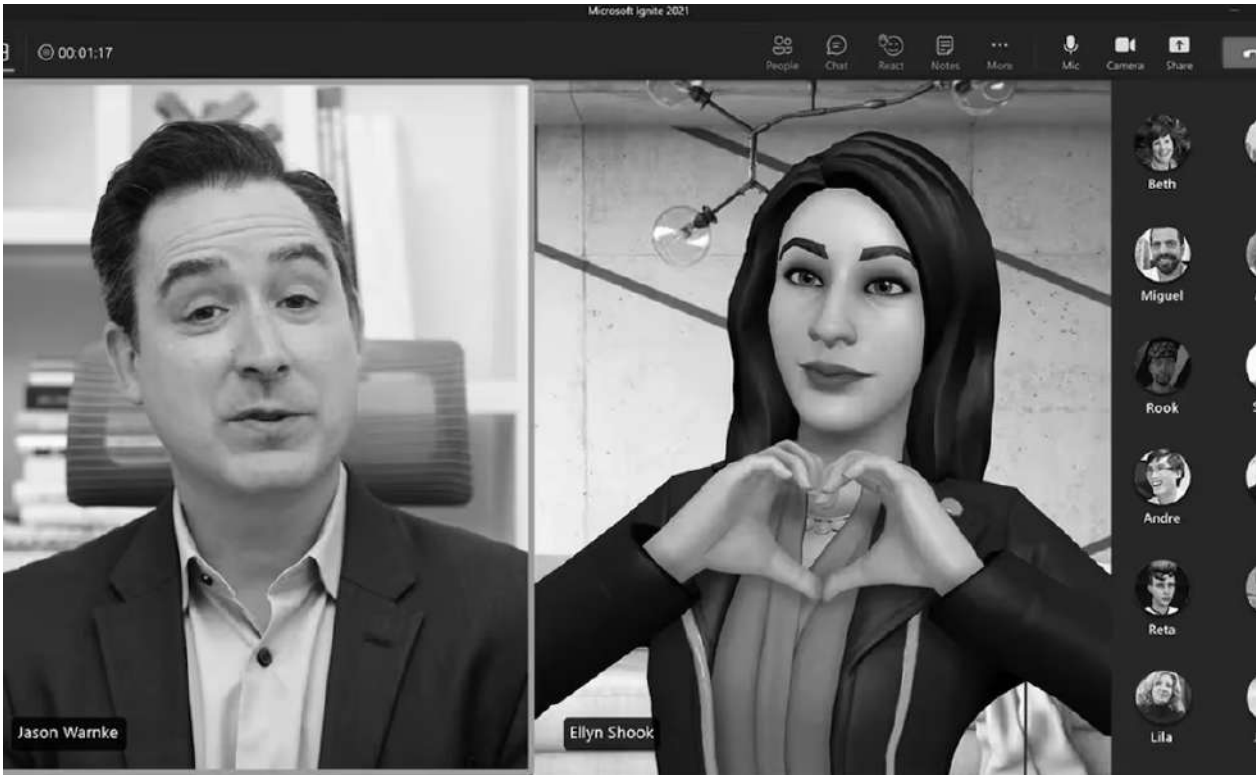
La plateforme nous a séduits avant tout parce qu'elle propose un accès gratuit. Certes limité, mais beaucoup d'autres concurrents n'ont même plus cette option, ce qui semble un peu difficile d'accès quand on débute sur ce sujet. Le compte gratuit vous offre un crédit, et un crédit correspond à une vidéo d'une minute. Avec cette minute vous avez entre autres accès à 120 avatars, ainsi qu'à 300 voix de synthèse. Parmi les autres fonctions amusantes proposées par la plateforme, le photo avatar permet d'animer n'importe laquelle de vos photos pour la faire parler. L'autre bon point de HeyGen est d'être parfaitement adapté à tout type de public. Les débutants par exemple auront vraiment l'impression d'être guidés pas à pas tant le site regorge de tutoriels et de Templates. Ces derniers couvrent à peu près tous les cas de figure qu'on pourrait imaginer. Vous voulez un studio de TV comme celui du journal télévisé? Faire une pub? Insérer un explicatif vidéo dans un site d'e-commerce? Publier des recettes de cuisine ou des cours d'histoire? Vous n'avez qu'à choisir un Template.

Avatars personnalisables, large palette de voix

Quant aux avatars, non seulement on a un choix impressionnant, mais on peut également personnaliser leur style vestimentaire. Pour la partie audio, là encore HeyGen pro pose un large éventail de voix, masculines ou féminines, aux tonalités différentes (professionnelle, narrative, naturelle, journal TV, amical, etc.).

Utiliser ses propres éléments

La dernière grande force de la plateforme est de permettre d'uploader ses propres éléments afin de les utiliser dans ses créations. Avec le temps, c'est sans doute une solution pérenne qui vous permettra de personnaliser vos contenus sans avoir l'air d'utiliser le même avatar ou le même template que d'autres. On peut ainsi



imaginer créer un avatar 3D sur Leonardo, enregistrer les voix ailleurs (soi-même ou sur une autre plateforme AI en text-to-speech comme elevenlabs) et les uploader sur HeyGen.

La plateforme est vraiment intéressante, dotée d'une interface claire, de templates, d'avatars et de voix de qualité. Elle conviendra aussi bien au débutant qu'à un

public plus éclairé ou à une entreprise souhaitant développer sa présence visuelle online. Pour cela, il faudra s'abonner; le premier forfait baptisé Creator est à partir de 48 dollars par mois. Un prix qui peut sembler élevé mais qui ouvre 30 crédits par mois, plus de contrôle sur ses avatars, et qui permet des vidéos allant jusqu'à 5 minutes.

SYNTHESIA

Le concurrent très pro et très cher

Nous avons retenu HeyGen plutôt que Synthesia, qui est souvent cité en référence du secteur pour la qualité de ses rendus. Le problème, ce sont

des tarifs qui mettent l'outil hors de portée de la plupart des bourses privées: deux plans sont proposés. Le starter à 22 dollars par mois

ne permet que 10 minutes de vidéo par mois. Le second n'a pas de tarif puisqu'il se fera sur mesure avec les équipes commerciales de Synthesia.

LES APPLICATIONS POUR LA VIDÉO DA VINCI RESOLVE

Resolve n'est pas en reste. Très populaire, cet éditeur professionnel peut s'utiliser gratuitement avec certaines restrictions. Dans sa version 18.6, on retrouve aussi une grosse demi-douzaine d'outils IA bien pratiques, comme la reconnaissance et le masquage automatique des visages, la suppression d'objets, le recadrage intelligent, l'isolation des voix, la détection des coupures de scènes, le mappage de la profondeur et l'amélioration des visages. L'IA sait aussi repérer les pixels morts à l'image et les masquer, et upscaler les fichiers. Là encore les fonctions sont bien implémentées, faciles à utiliser, et très efficaces. L'IA est aussi capable de convertir les discours en texte, et d'effectuer votre montage en fonction des dialogues sans avoir à le rechercher dans la timeline.

Une pluie d'éditeurs IA sur Mobile

Si vous allez sur l'App Store Apple ou le Play Store d'Android et que vous lancez une recherche sur les éditeurs vidéo avec IA, vous allez avoir une pluie de résultats. On pourra citer quelques produits qui ressortent bien notés, comme Filmora AI video editor, LightCut AI, Videoleap, etc. La lecture des présentations de ces produits dans l'interface des applis est assez confuse en général car tous semblent proposer des fonctions proches voire identiques, et adopter une présentation très standardisée. Pas facile

de choisir. Tous proposent bien entendu des fonctions d'édition standard, et incorporent des fonctions pilotées par une IA comme la variation de la vitesse de lecture, la suppression des arrière-plans, des fonctions de génération automatique de sous-titres, la stabilisation, l'upscaling, des effets spéciaux (comme des éclairs dans les yeux des halos de lumière, etc.), la gestion des transitions, le découpage automatique, la conversion de textes en voix... sans oublier la grosse tendance du moment, la transformation des sujets en personnages de manga. Un éditeur qui semble sortir un peu du lot par une approche plus traditionnelle de sa fonction: Power Director AI de Cyberlink.

Les éditeurs sur le Cloud
CAPCUT

Capcut est édité par Bytedance, l'entreprise derrière TikTok et est présenté comme l'application officielle d'édition vidéo pour TikTok. L'application est véritablement multiplateforme: si nous avons choisi la version cloud, sachez qu'il existe aussi une version pour desktop et pour mobiles (Android et iOS). Capcut est assez impressionnant en termes de fonctionnalités... on se croirait presque dans un éditeur traditionnel sur desktop. L'appli propose plusieurs modèles de créations (pour des Reels, pour TikTok, etc.). L'IA joue un rôle central dans le processus de création. Ainsi des effets "peinture IA" peuvent transformer le

sujet en un dessin aux styles très divers (exotique, anime japonais, etc.). De même, on peut appliquer tout un tas de filtres sur un visage: des éclairs dans les yeux, des cornes lumineuses sur la tête... facile. Elle peut aussi jouer sur des mouvements artificiels comme des rebonds, des zooms, des tremblements, tout en ajustant la vitesse du clip. De plus, il est possible de supprimer les arrière-plans très facilement. Enfin, l'appli sait générer automatiquement des sous-titres si vous uploadez des vidéos avec des dialogues, ou afficher les paroles s'il s'agit d'une chanson.

KAPWING

Kapwing est une autre plateforme d'édition vidéo proposant des outils d'édition avec IA. Elle propose tout un éventail de fonctions IA, comme une fonction text to speech permettant de rajouter des voix de narrateurs en écrivant simplement son texte. D'autres fonctions plus habituelles sont également au catalogue, comme le smart cut qui enlève les silences gênants; l'édition par texte dans laquelle l'IA transcrit les dialogues est aussi de la partie. Cette fonction permet de retrouver rapidement un passage précis d'un clip. Plus surprenant, Kapwing offre une option de génération de B-Ro/1 automatique et incorpore également un générateur de texte basé sur GPT pour vous aider à trouver des idées de script. L'interface est riche en fonctionnalités, propose beaucoup de modèles, de pe-

tites séquences vidéo, etc. et permet même de générer des images et des vidéos via une IA. Vous pouvez essayer gratuitement Kapwing avant de passer par la case abonnement si vous le souhaitez.

WISECUT.VIDEO

Wisecut est un outil intéressant à utiliser en complément d'un éditeur classique car vous ne trouverez pas tous les outils habituels d'un éditeur vidéo. L'idée est d'uploader des fichiers, et de laisser l'IA opérer sa magie. Une fois les fichiers importés, on active les traitements IA que l'on souhaite: le lissage des coupures, la suppression des silences inutiles, l'intégration d'une musique d'arrière-plan, la baisse automatique du volume de la musique d'arrière-plan lorsqu'une personne parle, le punch-in punch-out (zoom avant puis zoom arrière aux changements de scènes), et l'incorporation des sous-titres (Wisecut parle plusieurs langues, dont le français). L'IA traite vos fichiers et génère une vidéo. Un rapport de ce qui a été fait vous est affiché. Vous pouvez ensuite passer sur l'éditeur intégré pour faire quelques modifications de base sur la durée des clips, le volume des pistes audio ou l'édition des sous-titres. Wisecut est payant, mais offre un plan gratuit qui vous limitera sur la taille et la durée des fichiers importés, avec un export en 720p. Pour aller au-delà, il faudra payer à partir de 10 dollars par mois.

PÉTROLE

Le Brent à près de 80 dollars

Les cours du pétrole ont connu une diminution sur les bourses mondiales. Le prix du baril de « Brent » s’est installé à 79,07 dollars, en régression de 0,32 dollar sur l’Intercontinental Exchange Futures (ICE) de Londres, alors que celui du baril de « Light sweet crude » a constitué 73,56 dollars, après une baisse de 0,33 dollar, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex).



ONU

L’Assemblée générale approuve le budget ordinaire pour 2024

L’Assemblée générale a approuvé un budget ordinaire annuel pour les Nations unies d’environ 3,59 milliards de dollars, a rapporté dimanche ONU Info. Le budget 2024 est plus élevé que celui de 2023, qui s’élevait à près de 3,4 milliards de dollars. Le budget ordinaire couvre les activités de l’ONU dans toute une série de domaines, notamment les affaires politiques, la justice et le droit internationaux, la coopération régionale pour le développement, les droits de l’homme et les affaires humanitaires, ainsi que l’information publique. L’organisation mondiale dispose d’un budget distinct pour le maintien de la paix, dont l’exercice fiscal s’achève le 30 juin. Le budget ordinaire couvre l’année civile.

En mémoire de Mohamed Balamane



En hommage à la mémoire de mon oncle bien-aimé Mohamed Balamane, qui nous a quittés le 25 décembre 2018. Mohamed était bien plus qu’un oncle ; un ami. Son sourire chaleureux, sa sagesse et sa générosité ont laissé une empreinte dans nos vies. En cette commémoration, Mohamed tu resteras toujours dans nos cœurs comme un modèle de bonté et d’humanité. Repose en paix, cher oncle, tu restes vivant dans nos souvenirs.

ATTAQUE CONTRE UN NAVIRE AU LARGE DE L’INDE

L’Iran rejette les accusations américaines

L’incident fait suite à une série d’attaques de drones et de missiles menées en mer Rouge par les rebelles Houthis du Yémen, soutenus par l’Iran. Téhéran a rejeté ce lundi 25 décembre les accusations américaines selon lesquelles l’Iran avait attaqué par un drone un navire chimiquier naviguant au large de l’Inde, samedi. L’armée américaine a indiqué que le navire avait été touché par un « drone d’attaque tiré depuis l’Iran », et que deux pétroliers et un destroyer américain naviguant en mer Rouge ont été également visés par des drones lancés par les rebelles Houthis au Yémen. Le navire, le MV Chem Pluto, navigue sous le pavillon du Libéria, appartient à une entreprise japonaise et est opéré par une compagnie néerlandaise, a précisé

le ministère américain de la Défense. « Affirmations sans fondement » L’incident fait suite à une série d’attaques de drones et de missiles menées ces dernières semaines en mer Rouge par les rebelles Houthis du Yémen, soutenus par l’Iran, sur fond de guerre entre Israël et le Hamas palestinien dans la bande de Gaza. « Nous rejetons ces affirmations comme totalement sans fondement » qui « visent à dissimuler le plein soutien du gouvernement américain aux crimes du régime sioniste [Israël, NDLR] à Gaza », a réagi le porte-parole des Affaires étrangères, Nasser Kanani, lors de sa conférence hebdomadaire. Plus de 100 attaques houthies ciblant des navires marchands, selon les États-Unis La République islamique est l’un des

principaux soutiens internationaux du Hamas, dont l’attaque du 7 octobre a fait environ 1.140 morts, en majorité des civils, en Israël, selon un décompte de l’AFP basé sur les derniers chiffres officiels israéliens disponibles. M. Kanani a en outre dénoncé comme « répétitifs » les propos du ministre britannique des Affaires étrangères David Cameron qui avait accusé dimanche l’Iran d’exercer une « influence tout à fait néfaste dans la région » en soutenant notamment le Hamas, les Houthis et le Hezbollah libanais. Selon le Pentagone, les Houthis, qui contrôlent des pans entiers du territoire yéménite, dont la capitale Sanaa, ont lancé plus de 100 attaques de drones et de missiles, ciblant 10 navires marchands impliquant plus de 35 pays différents.

AADL2

Les souscripteurs n’ayant pas finalisé les procédures, invités à consulter l’état de leurs dossiers via le site internet de l’Agence

L’Agence nationale de l’amélioration et du développement du logement (AADL) a invité les souscripteurs n’ayant pas finalisé les procédures de souscription au programme de logements location-vente (AADL 2) à accéder à son site web pour vérifier l’état de leurs dossiers. "L’AADL invite les souscripteurs qui ont payé la première ou les autres tranches

sans finaliser les procédures pour bénéficier du logement, à visiter, sur son site web, les rubriques: Résultats recours, Control filtre et Notification afin de consulter des résultats relatifs à l’étude de leurs dossiers", a indiqué un communiqué publié sur le site de l’agence. Le souscripteur doit visiter le site web de l’agence au moins une fois par mois, conformément à l’arrêté ministériel du

26 septembre 2021, a ajoute la source. Dans un autre communiqué, l’agence a annoncé la fin de l’opération de réception des demandes d’affectation pour le site de 1000 logements d’Ouled Hedadj en raison de sa saturation, et ce, pour les souscripteurs de la wilaya d’Alger. L’opération concerne les souscripteurs qui n’ont pas encore obtenu leurs décisions d’affectation, a conclu la source.

CHINE

La production de coton atteint 5,618 millions de tonnes en 2023

La production de coton de la Chine s’est élevée à 5,618 millions de tonnes en 2023, en baisse par rapport à l’année dernière, en raison notamment des conditions météorologiques défavorables dans la principale région productrice, d’après des données officielles publiées lundi. Selon le Bureau d’Etat des statistiques (BES), la pro-

duction annuelle a diminué de 6,1% sur un an, tandis que la superficie totale des champs de coton a diminué de 7,1%, à 2,7881 millions d’hectares. Parallèlement, la production nationale moyenne par hectare a augmenté de 1,1%. Wang Guirong, responsable du BES, a déclaré que le Xinjiang, la plus grande région productrice de coton du pays,

avait connu des conditions météorologiques insatisfaisantes, notamment des températures plus basses et davantage de précipitations au printemps, et des vagues de chaleur prolongées en été, ainsi qu’une réduction des champs à faible rendement, apportant une baisse marginale de la production par hectare. La récolte par hectare du bassin du

fleuve Yangtsé a augmenté à partir d’une base basse causée par des températures élevées et des sécheresses persistantes l’année dernière, tandis que la production par hectare des régions de plantation le long du fleuve Jaune a également augmenté en raison d’une meilleure gestion, a déclaré M. Wang.

SUITE AU SCANDALE DE TESTS TRUQUÉS

Daihatsu suspend sa production au Japon jusqu’à fin janvier

Daihatsu, la filiale de Toyota, a annoncé ce lundi interrompre la production de toutes ses usines au Japon jusqu’à fin janvier minimum. Le spécialiste des « kei cars » est au cœur d’un vaste scandale de tests de sécurité truqués. Le constructeur automobile japonais Daihatsu, filiale de Toyota, a annoncé ce lundi l’interruption de la production dans l’ensemble de ses usines au Japon au moins jusqu’à fin janvier, après un vaste scandale de tests de sécurité truqués révélé la semaine dernière. Le

ministère japonais des Transports a dès lors lancé jeudi dernier une inspection au siège de Daihatsu, spécialiste des mini-véhicules très populaires au Japon appelés « kei cars ». Après avoir décidé dans un premier temps la suspension de l’ensemble de ses expéditions au Japon et à l’étranger, Daihatsu a finalement annoncé lundi l’interruption de la production dans ses quatre usines au Japon au moins jusqu’au 31 janvier prochain, dans un communiqué. Mais cette interruption devrait avoir des conséquences majeures sur les

fournisseurs de Daihatsu, car selon le cabinet d’études Teikoku Databank, plus de 8.100 entreprises au Japon fournissant des produits ou services au constructeur lui doivent au moins 1% de leur chiffre d’affaires. Daihatsu est alors en négociations avec ses fournisseurs en vue de les indemniser, selon des sources citées par l’agence Kyodo. L’affaire a commencé au printemps dernier, lorsque Daihatsu avait admis avoir trafiqué des résultats de tests de collision pour certains modèles. Dans la foulée, une commission d’en-

quête indépendante avait été mise en place pour « clarifier pleinement la nature des irrégularités et identifier leur cause profonde ». Le rapport des experts a alors mis en évidence des défaillances profondément ancrées dans les processus de production de Daihatsu, identifiant 174 irrégularités parmi 25 catégories de tests, dont certaines remontaient à 1989. En tout, 64 modèles de véhicules sont touchés, dont des modèles fabriqués pour le compte des constructeurs nippons Toyota, Mazda et Subaru.